



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

C 0203  
68189  
13  
Distr.  
LIMITEE

E/ECA/TPCW.7/L.1  
13 avril 1986

FRANCAIS  
Original: FRANCAIS/ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Septième réunion du Comité technique  
préparatoire plénier

7-14 avril 1986

Yaoundé (République du Cameroun)

PROJET DE RAPPORT

## A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La septième réunion du Comité technique préparatoire plénier s'est tenue à Yaoundé (République du Cameroun) du 7 au 14 avril 1986. Elle a été officiellement ouverte par Mme Elisabeth Tankeu, Secrétaire d'Etat camerounais au Plan et à l'aménagement du territoire. Des déclarations ont également été faites à la cérémonie d'ouverture par le Secrétaire exécutif de la CEA, M. Adebayo Adedeji, et par M. Djomatchoua Toko, représentant le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine.

2. Participaient à la réunion les représentants des Etats membres suivants : Algérie, Angola, Botswana, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Kenya, Malawi, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre et Zimbabwe.

3. Des observateurs des Etats ci-après membres de l'ONU mais non membres de la Commission étaient également présents : Chine, Corée, France, République démocratique de Corée, Suisse et Union des républiques socialistes soviétiques.

4. Conformément au Règlement intérieur de la Commission, l'African National Congress (ANC) et le Pan Africanist Congress of Azania étaient représentés.

5. Les organes et institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient représentés à la réunion : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Programme alimentaire mondial et Banque mondiale.

6. Les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ci-dessous étaient représentées par des observateurs : Centre africain d'études monétaires (CAEM), Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ESAMRDC), Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique du Centre (CAMRDC), Centre régional africain de technologie (CRAT), Centre régional de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS), Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Conseil économique et social du Cameroun, Conseil international des femmes, Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF), Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI), Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques (AIHTTR), Union panafricaine des postes (UPAT), Organisation de l'unité africaine (OUA).

7. Le Comité d'experts a élu à l'unanimité le bureau suivant :

Président : Cameroun

Premier Vice-Président : Ghana

Second Vice-Président : Egypte

Rapporteur : Ouganda

8. Les participants ont décidé d'établir un Comité des résolutions à composition limitée et se composant des Etats suivants représentant les différentes sous-régions :

Afrique de l'Est et Afrique australe : Ethiopie, Kenya, République-Unie de Tanzanie;

Afrique de l'Ouest : Mali, Nigéria, Togo;

Afrique du Nord : Algérie, Maroc, Soudan;

Afrique du Centre : Cameroun, Rwanda, Tchad.

#### B. ORDRE DU JOUR

9. Le Comité a adopté le 8 avril 1986, l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
4. Rapport biennal du Secrétaire exécutif sur les activités de la CEA, 1984-1985.
5. Examen et évaluation de la situation économique pendant la période 1984-1985 ainsi que des perspectives pour 1986.
  - a) Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1984-1985;
  - b) Rapport économique CEA/BAD sur l'Afrique en 1986;
6. Préparatifs de la Conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique.
7. La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique :
  - a) Rapport à la Conférence des ministres sur la situation alimentaire de l'Afrique;
  - b) Rapport à la Conférence des ministres sur l'examen des politiques alimentaires et agricoles en Afrique : moyens d'améliorer la capacité des gouvernements en matière de planification;
  - c) Rapport à la Conférence des ministres sur les mesures visant à aider les coopératives et les organisations/associations de petits agriculteurs à améliorer la commercialisation des produits alimentaires et des productions animales;
  - d) Rapport à la Conférence des ministres sur une étude des programmes de substitution aux importations alimentaires en Afrique;
  - e) Rapport à la Conférence des ministres sur les politiques d'utilisation du sol et les systèmes de planification en Afrique;
  - f) Rapport sur l'examen des programmes et stratégies des institutions intergouvernementales pour la réduction des pertes alimentaires en Afrique;
  - g) Rapport d'enquête sur les obstacles à l'amélioration des installations de stockage en Afrique du Centre et en Afrique du Nord.

8. Etat d'avancement des programmes spéciaux en cours :

- a) Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique : Rapport intérimaire sur le programme de la seconde phase et considérations pour les actions futures;
- b) Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique : Rapport intérimaire commun de la CEA, de l'ONUDI et de l'OUA et considérations pour les actions futures;
- c) Examen et évaluation des résultats obtenus en Afrique dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la femme;

9. Promotion de la coopération et de l'intégration économique :

- a) Rapports des conseils des ministres du MULPOC;
- b) Rapport biennal du Secrétaire exécutif sur les activités des institutions parrainées par la CEA, 1984-1985;
- c) Programme de travail et ordre de priorité d'ensemble, y compris les budgets des institutions spécialisées parrainées par la CEA pour la période biennale 1986-1987;
- d) Coopération économique et technique régionale et interrégionale : questions à examiner.

10. Mise en place d'institutions : Création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement : Rapport intérimaire et actions futures à mener.

11. Questions diverses :

- a) L'importance du charbon en Afrique : propositions de base concernant l'exploitation
- b) Rapport de la réunion de Groupe régional d'experts en prévision de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire;

- c) Rapport à la Conférence des ministres de la CEA sur la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement;
- d) Informatique et développement;

12. Rapports des organes subsidiaires de la Commission :

- a) Rapport de la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs statisticiens et démographes africains;
- b) Rapport de la cinquième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés;
- c) Rapport de la quatrième réunion du Comité intergouvernemental pour le développement de la science et de la technique;
- d) Rapport de la septième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement;
- e) Rapport de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce;
- f) Rapport de la troisième réunion du Groupe intergouvernemental d'experts des ministères des finances, des banques centrales et des services juridiques sur la création du Fonds monétaire africain;
- g) Rapport de la troisième réunion du Comité intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement;
- h) Rapport de la deuxième réunion du Comité technique régional du PALIS;
- i) Rapport de la sixième réunion de la Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA;
- j) Rapport de la conférence régionale sur la coopération intra-africain en matière de tourisme tenue à Niamey (Niger) du 2 au 6 octobre 1984;
- k) Rapport de la cinquième Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification;

13. Suite donnée aux résolutions de la Commission ainsi qu'aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale dans des domaines intéressant l'Afrique.
  - a) Suivi d'autres résolutions pertinentes adoptées lors de la vingtième session de la Commission/onzième réunion de la Conférence des ministres;
  - b) Résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1985 et par l'Assemblée générale à sa quarantième session dans les domaines économiques et sociaux intéressant l'Afrique;
  - c) Programme de travail et priorités :
    - i) Propositions en vue d'une deuxième mise à jour et d'une révision du Plan à moyen terme 1984-1989;
    - ii) Propositions en vue de la mise à jour du projet de budget-programme pour 1986-1987 compte tenu des crédits approuvés par l'Assemblée générale et des ressources extrabudgétaires disponibles;
    - iii) Projet d'examen et d'évaluation du rôle de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) dans le développement de l'Afrique -orientation générale, programmation et exécution de projets 1975-1985.
14. Programme régional du PNUD pour l'Afrique, quatrième cycle, 1987-1991 document directif.
15. Questions diverses.
16. Date, lieu et autres questions concernant la huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier.
17. Adoption du rapport et des projets de résolution à soumettre à la Conférence des ministres.
18. Clôture de la réunion.

## C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Allocutions d'ouverture

10. En souhaitant la bienvenue aux participants, le Secrétaire exécutif de la CEA, M. Adebayo Adedeji, a remercié le Gouvernement, le Parti et le peuple camerounais de leur généreuse hospitalité et des excellents services mis à la disposition des participants.
11. Les problèmes de développement de l'Afrique continuaient de constituer le principal motif de préoccupation de la communauté internationale tout entière. Quelques jours auparavant, les propositions présentées par les pays africains à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la situation économique critique de l'Afrique, prévue à New York du 27 au 31 mai 1986, avaient été présentées au Comité préparatoire plénier chargé de préparer cette session. Pour élaborer ces propositions, les secrétariats et les organes délibérants de la CEA et de l'OUA avaient travaillé sans relâche pendant trois mois.
12. Il importait de s'atteler immédiatement à l'application des propositions figurant dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, adopté en juillet 1985 par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, lors de sa vingt et unième session. Il était encourageant de constater que la production intérieure totale pour l'ensemble de la région s'était accrue de 3 p. 100 environ en 1985, contre 1,3 p. 100 en 1984, grâce à un meilleur rendement du secteur agricole. Toutefois, cette augmentation de la production était intervenue à un moment où la charge moyenne du service de la dette pour la région était exceptionnellement élevée, où le déficit de la balance des paiements extérieurs était le plus lourd et où la plupart des pays ne pouvaient même pas faire face à certaines des dépenses les plus courantes, sans parler de l'accroissement des dépenses en capital. L'horizon était encore assombri par la tendance alarmante à la baisse des cours de la plupart des produits de base dont l'exportation présentait un intérêt pour les pays africains.

13. De plus amples détails sur les résultats enregistrés ces dernières années par les principaux secteurs de l'économie des pays africains figuraient dans certains des documents de base de la réunion, à savoir l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1984-1985, le Rapport économique CEA BAD sur l'Afrique en 1986 et le Rapport biennal du Secrétaire exécutif sur les activités du secrétariat en 1984 et 1985.
14. La situation de l'alimentation et de l'agriculture était un point important de l'ordre du jour. Il était tout à fait inadmissible que la région puisse connaître à nouveau la situation de famine généralisée qui avait marqué ces trois dernières années. L'élimination de la misère généralisée et la libération d'une demande et d'une croissance autonome passaient nécessairement par un accroissement considérable des revenus agricoles. En outre, un secteur agricole redevenu dynamique, stable et productif était, pour la plupart des pays de la région, un moyen sûr d'obtenir les devises indispensables à la croissance. C'était également le moyen le plus réaliste d'assurer la participation du plus grand nombre au processus de développement. Les participants étaient donc saisi de plusieurs documents consacrés aux divers aspects de la situation alimentaire et agricole et qui devaient les aider à formuler des recommandations convaincantes et concrètes dans ce secteur vital.
15. Après l'alimentation et l'agriculture, le problème le plus immédiat était celui de la dette. Des mesures novatrices devaient être prises collectivement par les pays bénéficiaires et leurs créanciers pour atténuer l'effet de plus en plus néfaste que cette charge faisait peser sur les économies déjà affaiblies des pays africains. Des efforts résolus devaient donc être faits pour assurer la tenue de la conférence internationale envisagée sur la dette extérieure des pays africains. La création rapide du Fonds monétaire africain permettrait également aux pays africains de mieux maîtriser les questions monétaires et financières.

16. Le Secrétaire exécutif a rappelé que le redressement économique serait fortement tributaire des mesures qui seraient prises dans d'autres secteurs, l'industrie et l'infrastructure en particulier. Il s'agissait là de secteurs d'appui à l'agriculture, qui dépendaient eux-mêmes de ce dernier pour ce qui était des matières premières, des approvisionnements et de marchés. Le Comité devrait donc examiner les progrès réalisés dans l'exécution de ce type de programme en cours tels que ceux entrepris dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique et de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, ainsi que les programmes relatifs à l'intégration de la femme au développement et aux pays africains les moins avancés.
17. Les difficultés rencontrées au cours des trois dernières années avaient prouvé sans l'ombre d'un doute que la survie économique et sociale au niveau national était inextricablement liée à l'adoption d'une stratégie de coopération et d'intégration régionales. Si des progrès sensibles avaient été accomplis, notamment en ce qui concernait la mise en place du cadre, du dispositif et des instruments de base d'une autonomie collective dans la région, il restait cependant beaucoup à faire, en particulier dans les domaines de la planification et de la programmation conjointes pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines. La CEA continuerait de renforcer le rôle joué par les MULPOC en tant qu'animateurs de la coopération et de l'intégration économiques ; par ailleurs, tous les pays intéressés devraient apporter l'appui nécessaire aux différentes institutions sectorielles et multisectorielles afin de promouvoir la coopération technique et économique en Afrique.
18. L'histoire jugerait la période 1976-1985 comme l'une des décennies les plus cruciales et les plus riches en événements de la vie de la Commission. Au cours de cette période, la CEA avait assumé son véritable rôle de creuset d'idées et d'orientations pour le développement socio-économique de l'Afrique, y compris ses aspects technologiques et d'agent d'exécution.

de projets aux niveaux national, sous-régional et régional. Cette période avait également été marquée par une crise de développement sans précédent qui avait constitué un défi majeur, tant pour la Commission et son secrétariat que pour les Etats membres eux-mêmes. En conséquence, le moment était tout désigné pour que la CEA procède à une évaluation de ses propres activités afin de redonner vie à l'organisation et de la rendre encore plus efficace à l'avenir. A cet effet, la réunion était saisie pour observations d'une esquisse de projet d'examen et d'évaluation des incidences de l'action de la CEA sur le développement de l'Afrique portant sur les domaines importants du choix d'options fondamentales, la programmation et l'exécution des projets pendant la période 1975-1985.

19. Enfin le Secrétaire exécutif a mentionné le document relatif à l'orientation du quatrième cycle de programmation par pays du PNUD. La CEA et le PNUD avaient collaboré étroitement à l'élaboration de ce document, qui définissait le cadre dans lequel le PNUD allouerait des ressources à ses divers agents d'exécution au nombre desquels figure la CEA, pendant la période 1987-1991.

20. L'observateur de l'OUA a fait remarquer que l'augmentation de la pluviométrie et l'amélioration subséquente de la production agricole, jointes à l'affluence massive de l'aide alimentaire en Afrique avaient donné la fausse impression que la crise alimentaire en Afrique s'était quelque peu atténuée. Les experts devaient par conséquent examiner la situation alimentaire sous l'angle de la performance économique globale du continent, notamment les secteurs de l'agriculture et de la production agricole.

21. Même si les résultats que l'Afrique obtiendrait de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la situation économique critique de l'Afrique ne seraient pas disponibles avant la huitième réunion du Comité, les experts devaient, lors de l'examen des différents points de l'ordre du jour, se laisser guider par la nécessité de recommander des mesures susceptibles d'entraîner la réalisation rapide des projets s'inscrivant dans les quatre principaux domaines prioritaires du Programme prioritaire. En demandant la tenue d'une session extraordinaire, les Etats africains entendaient essentiellement obtenir le ferme engagement, et le soutien sans réserve de la communauté internationale pour ce qui est des efforts individuels et collectifs dans la mise en oeuvre efficace de leurs programmes de reprise économique.
22. En examinant le point de l'ordre du jour relatif au quatrième cycle de programme du PNUD, le Comité devrait formuler des recommandations précises sur les dispositions concernant l'augmentation des ressources financières globales du PNUD et l'affectation d'une grande partie de celles-ci à la réalisation du Programme prioritaire et des projets en Afrique, ainsi que sur la nouvelle approche de l'orientation de l'assistance technique en vue d'assurer la mise en oeuvre efficace du programme.
23. Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire d'Etat au plan et au développement régional, Mme Elizabeth Tankeu a, au nom du Gouvernement et du peuple camerounais, et en son nom propre, souhaité la bienvenue aux délégations et aux observateurs. Elle a exprimé l'espoir que les services mis à la disposition du comité permettraient le bon déroulement de la réunion.
24. La réunion se tenait à une période critique du développement de l'Afrique, comme en témoignaient notamment la prochaine tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la crise économique en Afrique et le fait qu'une session extraordinaire de la Conférence des ministres, s'était tenue les 28 et 29 mars 1986. L'objectif que poursuivait l'Afrique à cette session extraordinaire était de traduire en termes opérationnels son

Programme prioritaire et d'y rallier, dans une large mesure, l'engagement de la communauté internationale, engagement qui se justifiait par la vulnérabilité des économies africaines aux facteurs exogènes; elle a fait appel à cet égard à la bonne volonté et à la compréhension de la communauté internationale.

25. Elle a souligné la nécessité pour l'Afrique de relever le défi et a demandé à la réunion de faire des recommandations convaincantes et pertinentes à la Conférence des ministres. Une priorité élevée ayant été accordée à l'alimentation et à l'agriculture, le Comité devait recommander des mesures visant à améliorer la productivité agricole. Elle a attiré l'attention du Comité sur les problèmes de la sécheresse et de la désertification, les préparatifs de la Conférence sur la dette extérieure de l'Afrique et la nécessité d'adopter une approche commune. S'agissant de la coopération et de l'intégration économiques, elle a souligné la nécessité d'une harmonisation des politiques et des programmes et sollicité le soutien financier des institutions régionales de la CEA.
26. Enfin, elle a exhorté le Comité à procéder à une analyse systématique de chaque situation et de faire des recommandations à ce sujet aux divers agents économiques, en soulignant l'importance du rôle du Comité dans l'application de ces recommandations au niveau national.
27. Le représentant de la Tunisie a donné lecture de la motion de remerciements adressée au président de la République du Cameroun, M. Paul Biya, au Gouvernement et au peuple camerounais, pour l'hospitalité et accueil chaleureux et fraternels qu'ils avaient réservés à tous les participants, en demandant au Secrétaire exécutif de faire parvenir cette motion au Gouvernement camerounais.

Rapport biennal du Secrétaire exécutif 1984-1985 (Point 4 de l'ordre du jour.)

28. Présentant le document E/ECA/CM.12/3, le Secrétaire exécutif a dit que le rapport biennal constituait le moyen de rendre compte aux Etats membres des efforts faits par la Commission et son secrétariat pour promouvoir la croissance et le développement économiques dans la région et aider les Etats membres, individuellement et collectivement, par le biais de leurs organisations Intergouvernementales, non seulement à formuler des politiques appropriées, mais également à résoudre des problèmes spécifiques et à exécuter des projets.

29. Les principaux efforts déployés par la Commission dans chacun de ses domaines d'activités devaient être examinés en tenant compte de la situation économique et sociale difficile qui avait prévalu au cours de la période considérée et qui avait fait l'objet d'une analyse succincte dans l'Introduction du rapport. Il a attiré l'attention des représentants sur le niveau des ressources mises à la disposition du secrétariat pour l'exécution du programme de travail et traité assez longuement des efforts déployés pour promouvoir la coopération et l'intégration techniques et économiques ainsi que la coopération avec les organisations Intergouvernementales africaines.

30. Dans la discussion qui a suivi, plusieurs représentants ont félicité le Secrétaire exécutif pour le caractère exhaustif du rapport et pour les efforts déployés durant la période considérée pour résoudre les problèmes socio-économiques de l'Afrique. Bon nombre de représentants ont regretté que le document ait été reçu trop tard pour qu'ils puissent l'examiner en détail avant la réunion. Il a été recommandé à la CEA d'améliorer son système de distribution des documents afin que ceux-ci parviennent à leurs destinataires dans chaque pays.

31. Il a été relevé que, dans l'analyse des causes possibles de la crise de développement qui sévissait en Afrique, on tenait rarement compte des politiques intérieures et des facteurs liés à la politique et à la sécurité, facteurs dont le rôle dans certains pays était tout aussi déterminant que les facteurs économiques. Etant donné qu'un point précis de l'étude de la situation économique et sociale en Afrique figurait souvent à l'ordre du jour du comité, il a été suggéré que le Secrétaire exécutif renonce à le traiter dans ces rapports biennaux.

32. Les représentants ont été consternés de noter la relative diminution des fonds extra-budgétaires mis à la disposition de la Commission; toutefois, ils ont été quelque peu encouragés par l'augmentation des ressources bilatérales. Il a été suggéré de proposer à la Conférence des ministres des recommandations sur la nécessité d'un examen critique des ressources budgétaires mises à la disposition de la Commission et de prendre des mesures pour augmenter ces ressources.

33. Un représentant a estimé que, même s'il était fait allusion aux problèmes suscités par la dette extérieure de l'Afrique, et à la Déclaration d'Addis-Abeba s'y rapportant, ces problèmes auraient dû faire l'objet d'un examen approfondi comme dans la déclaration de la fin de l'année 1985 faite par le Secrétaire exécutif sur les résultats économiques de l'Afrique : par ailleurs, il aurait fallu faire davantage pour aider les Etats membres dans leurs efforts tendant à résoudre le problème de leur dette extérieure.

34. L'observateur du Centre africain d'études monétaires a relevé que le rapport ne faisait pas état de la coopération entre la CEA et le Centre, coopération qui avait été importante au cours de la période considérée. Par ailleurs, contrairement à ce qui était dit dans le rapport, le secrétariat n'avait pas élaboré les projets de textes de la déclaration conjointe des gouverneurs africains aux réunions annuelles du Conseil des gouverneurs du FMI et de la Banque mondiale et des mémorandums soumis au Président de la Banque et au Directeur général du Fonds, mais avait simplement fourni des éléments pour la confection de ces documents.

35. L'observateur de l'Unesco a rappelé que depuis 1979, des réunions de concertation se tenaient tous les ans entre l'Unesco et la CEA pour définir des programmes et des projets conjoints au niveau régional dans leurs domaines respectifs et communs de compétence. Ces réunions étaient désormais un forum institutionnalisé permettant d'apporter une assistance conjointe aux Etats africains membres. Il a recommandé que la CEA et l'Unesco soumettent à leurs instances dirigeantes respectives des informations sur les programmes et les projets élaborés dans des domaines précis, dans le cadre du Plan d'action de Lagos, du programme prioritaire de l'Afrique et de la résolution de l'OUA demandant à l'Unesco de concevoir un programme spécial pour la science, la technologie et la recherche du développement en Afrique.

36. En réponse, le Secrétaire exécutif a expliqué que dans le rapport, il est fait état de la Déclaration d'Addis-Abeba sur la dette extérieure de l'Afrique. En outre, la CEA envisageait la création au sein du secrétariat d'un service de contrôle de la dette, et ce, en collaboration avec la BIRD et la CNUCED. Sur la question des ressources budgétaires, il a estimé qu'étant donné la crise financière que connaissait l'Organisation des Nations Unies, le budget ordinaire ne laissait qu'une marge de manœuvre extrêmement réduite. Cependant, les ministres pourraient prendre des décisions en vue d'accroître les ressources du fonds d'affectation spéciale. Tout en prenant bonne note des observations formulées au sujet de l'incorporation du chapitre sur l'examen des conditions économiques et sociales, le Secrétaire exécutif a rappelé que son premier souci était de fournir des informations de base et par conséquent produire un rapport exhaustif, d'autant plus que les lecteurs n'avaient pas nécessairement accès à l'étude des conditions économiques et sociales en Afrique.

37. Le Comité a pris note du rapport.

Examen et évaluation de la situation économique pendant la période 1984-1985 ainsi que des perspectives pour 1986 (point 5 de l'ordre du jour)

a) Etude des conditions économiques et sociales en Afrique 1984-1985

38. Présentant le document E/ECA/CM.12/5, le représentant du secrétariat a déclaré que cette étude faisait apparaître une détérioration continue de la situation économique de l'ensemble de la région au cours de la période considérée, et indiquait que la grave sécheresse de 1984 en était la principale cause. Bien qu'un certain redressement ait été observé en 1985 après le retour des pluies et que les projections pour 1986 indiquent un léger accroissement de la productivité, cet accroissement serait atténué par la faiblesse de la demande extérieure et par des contraintes intérieures.

39. Dans le débat qui a suivi, les délégations ont félicité le secrétariat pour la vision globale des conditions économiques et sociales en Afrique présentée par l'étude, vision indispensable à tout débat sectoriel détaillé. Cependant, cette étude n'avait pas été présentée suffisamment tôt pour permettre un examen approfondi, et le secrétariat a été prié de prendre à l'avenir des dispositions pour que ces études soient présentées suffisamment à temps et examinées par la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains avant d'être soumises au Comité.

40. Plusieurs représentants ont observé que les vues et idées exprimées dans le document étaient trop alignées sur celles du Fonds monétaire international. Ils ont cité à cet égard les politiques d'ajustement monétaire et des prix et la libéralisation des économies. Les intervenants ont souligné la **sévérité** des conditions imposées pour le FMI et se sont interrogés sur l'utilité réelle des trains de mesures préconisés par le Fonds, mesures qui allaient **souvent** à l'encontre des stratégies de développement et ne prenaient pas en considération les problèmes particuliers des pays africains concernés. En outre, le rapport insistait sur les difficultés financières de certains pays, sans tenir compte

de leurs efforts qui avaient débouché sur des contributions positives au processus de développement. Toutefois, de l'avis d'un représentant, il n'y avait rien de fondamentalement contestable dans l'exigence posée par le FMI d'une gestion économique disciplinée et si la constatation que ces mesures étaient impopulaires du fait qu'elles menaçaient des intérêts en place ne s'appliquait pas à certains pays, elle s'appliquait dans d'autres. Le Comité a demandé au secrétariat d'effectuer une analyse comparative des pays qui avaient appliqué les mesures d'ajustement du FMI et de ceux qui ne l'avaient pas fait afin de fournir aux pays membres des éléments leur permettant de prendre les décisions requises.

41. L'attention a été attirée sur les sujets dont le rapport aurait dû traiter, à savoir les recommandations relatives aux moyens d'action propres à intensifier la mise en valeur et l'utilisation des matières premières locales, l'instauration d'un climat favorable à l'investissement et la promotion du troc. Il a été demandé qu'une étude soit effectuée sur le troc. Le rapport aurait dû également examiner l'incidence de la chute des prix du pétrole sur les exportateurs et les importateurs. Il a été proposé qu'une étude soit faite sur les fuites de devises et que le secrétariat examine de plus près les causes de la chute des prix du coton.

42. Les délégations ont reconnu l'importance des mécanismes de suivi de l'évolution de la dette publique et ont souligné qu'il aurait fallu donner des exemples de pays utilisant des mécanismes permanents. Le recours aux compétences étrangères a été en général jugé coûteux et la CEA a été invitée à étudier ce problème et faire des propositions.

43. Les problèmes soulevés par les données présentées dans le rapport concernaient notamment les critères de sélection des 11 pays dont la situation était décrite. Des erreurs ont été relevées dans les statistiques et le Comité a convenu de supprimer la dernière phrase du paragraphe 115. Une délégation a jugé le paragraphe 110 inacceptable et le paragraphe 140 incompréhensible. Le paragraphe 57 a été réexaminé dans l'optique du nouvel ordre économique

international, en particulier en ce qui concerne l'instauration de rapports économiques équilibrés et équitables, et on a proposé de supprimer ou de reformuler ce paragraphe. Il a été proposé d'apporter des corrections aux données contenues dans les paragraphes 24, 107, 108, 109, 110, 134, 136, 147, 194 et 218 et Comité a invité les pays membres intéressés à soumettre par écrit leurs amendements au secrétariat. De plus, le Comité a convenu que les Etats membres devraient s'efforcer à l'avenir de fournir à temps des données fiables au secrétariat, afin d'éviter de les remettre en cause au cours des réunions. On a insisté sur le caractère stratégique et confidentiel des statistiques nationales et sur le fait que les rapports devraient dorénavant se limiter à présenter la situation aux niveaux régional et sous-régional et ~~éviter~~ d'analyser la situation économique et sociale au niveau des Etats. Certaines délégations ont fait observer qu'à l'exception de quelques points qui avaient été contestés, l'étude était bien conçue. Cependant, il faudrait soigner la formulation, le document étant destiné à la communauté internationale.

44. Le secrétaire exécutif a rappelé que, si la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains avait examiné un résumé de la présente étude lors de la quatrième session, cela ne devrait pas toujours être le cas, puisque la Conférence commune se réunissait tous les deux ans, alors que l'étude était établie chaque année. L'étude devait être crédible et refléter la situation réelle des pays, sans dissimulation. Son établissement était une responsabilité commune des Etats membres et du secrétariat, et un calendrier rigoureux devait être suivi à cet effet. Pour faciliter le travail, on pouvait envisager la possibilité de faire appel à des experts locaux. L'interprétation des données était toujours l'objet de débats et de discussions; cependant le secrétariat avait pris bonne note de toutes les observations et en tiendrait compte lors de la préparation d'une version révisée du document.

b) Rapport économique CEA/BAD sur l'Afrique en 1986

45. Présentant le rapport économique conjoint CEA-BAD sur l'Afrique en 1986, le représentant du secrétariat a dit que la partie I traitait de l'évolution économique en 1985 et des perspectives pour 1986 et la partie II, des politiques agricoles et des résultats du secteur agricole au cours de la période 1970-1985. Il a mis en lumière les recommandations, formulées dans la partie II, relatives à la promotion de la recherche et de la vulgarisation agricoles et à la réforme des politiques économiques et a attiré l'attention du Comité sur les nouveaux rôles de la CEA et de la BAD envisagés dans le rapport.

46. Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont félicité les secrétariats de la CEA et de la BAD pour la qualité du rapport et ont noté que les recommandations qui y figuraient étaient conformes au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990. Toutefois, pour louable que soit cet effort, il n'en restait pas moins que le rapport couvrait les mêmes domaines que l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1984-1985 et il conviendrait qu'à l'avenir ces deux documents n'en constituent qu'un seul.

47. La brève analyse comparative des politiques agricoles a fait l'objet d'un examen approfondi. L'imprécision, le manque d'objectivité, les critères qui avaient régi cette analyse et l'utilisation de données secondaires au lieu de données primaires ont été critiqués.

48. S'agissant des données présentées dans le Rapport, le représentant du Nigéria a dit que son pays n'avait jamais dépassé le quota de production de pétrole fixé par l'OPEP et a proposé que l'on supprime la référence au Nigéria figurant à l'alinéa b) de la page 1. Le représentant du Mali a proposé de modifier la deuxième phrase du dernier paragraphe de la page 13 comme suit : «Au Mali, les pouvoirs publics ont pris pris des mesures pour réduire la part de l'Etat dans l'économie en vue de donner à certaines entreprises publiques un caractère privé ou semi public.» Le représentant de l'Algérie a

demandé la suppression des mots «l'inefficacité et» dans la partie II, section 3.3 et dans le deuxième paragraphe, de la version française. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a demandé que soit définie l'expression «Dépenses de développement du secteur public en matière d'agriculture» et a informé le Comité que le chiffre de son pays pour l'exercice 1984-1985 était de 30 p. 100. On a émis des réserves sur la manière dont les données par pays et les groupements régionaux étaient présentes dans les tableaux et le secrétariat a été invité à fournir de plus amples détails sur ce point.

49. Le représentant du Sénégal a souligné que l'analyse et l'évaluation des activités de son pays étaient prématurées, étant donné que la nouvelle politique agricole n'avait été adoptée qu'en 1984 et n'avait été appliquée pour la première fois qu'en 1985. Il était inexact que le contrôle des prix, des céréales ait eu pour objet de protéger les consommateurs des villes. L'intervenant a contesté la remarque selon laquelle le Sénégal demeurerait un producteur de denrées vivrières d'un prix élevé tant avant qu'après l'adoption de la nouvelle politique et il a exprimé des réserves de sa délégation au sujet des éléments du rapport relatif au Sénégal.

50. L'un des participants a dit que la sous-utilisation des capacités manufacturières était en partie imputable à la substitution des matières premières locales, aux matières premières importées, car les installations manufacturières étaient souvent conçues pour des matières premières spécifiques qui n'étaient pas toujours disponibles.

51. Les délégations ont souligné l'importance de la recherche agricole et du transfert de technologie en matière d'agriculture ainsi que la nécessité d'une volonté d'autonomie collective dans la région. Cependant des difficultés avaient surgi dans la promotion de la recherche agricole et technologique dans la région sahélienne. La nécessité de mettre au point les techniques d'appréciation et d'évaluation des projets ainsi que de négociation a été relevée. L'observateur de l'AOAPC a souligné les dangers qu'il y avait à passer d'un extrême à l'autre en matière de politique.

52. Les participants ont indiqué que la politique de prix était souvent influencée par le niveau des cours internationaux et noté que le projet d'étude sur l'harmonisation des politiques de prix agricoles dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. L'observateur de la FAO a informé le Comité que son organisation avait effectué un certain nombre d'études sur la politique de prix agricoles et qu'elle était disposée à les communiquer.

53. Les délégations ont accueilli favorablement le nouveau rôle de la BAD dans le développement agricole dont en insistant sur le fait que ce rôle devait être correctement défini.

54. Le représentant du secrétariat a assuré le Comité que le secrétariat avait pris note de toutes les observations et qu'il les incorporerait dans les futurs rapports.

55. Le Secrétaire exécutif a accueilli favorablement l'approbation, dans ses grandes lignes, par le Comité du rapport consacré à la recherche agricole, étant donné que les modestes travaux de recherche étaient orientés vers l'extérieur : l'analyse comparative contenu dans le rapport visant à souligner la nécessité de l'adaptation de la recherche aux différents pays.

56. Le Comité a pris note du rapport et des réserves émises par la délégation sénégalaise.

Préparation de la Conférence internationale sur la dette extérieure  
de l'Afrique (point 6 de l'ordre du jour)

57. Lors de la présentation du document E/ECA/CM.12/23, un représentant du secrétariat a rappelé que la conférence avait été convoquée par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine lors de sa vingt et unième session ordinaire. L'objectif de la conférence, tel qu'il est défini dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990) était de constituer un forum où les créanciers internationaux et les emprunteurs africains pourraient discuter de la dette extérieure de l'Afrique en vue d'aboutir à des mesures d'urgence appropriées à court, moyen et long terme, de nature à atténuer l'acuité du problème de la dette de l'Afrique.

58. Le document, établi conjointement par les secrétariats de l'OUA, de la CEA, de la BAD et de la CAEM, qui avaient été chargés de préparer la conférence, contenait des propositions relatives au lieu de la réunion, aux participants, au choix du président et au contenu de la documentation.

59. Au cours du débat qui a suivi, certaines délégations ont proposé d'inviter tous les pays africains à participer à la conférence, ce qui leur permettrait de procéder à un examen approfondi du problème de la dette de chaque pays et du problème global qui se pose à cet égard. Dans le même esprit, tous les créanciers devraient être invités à participer à la conférence. On pourrait ainsi examiner les éléments de la question et montrer que la dette de l'Afrique concerne tant les donateurs que les créanciers

60. L'attention des participants a été appelée sur la nécessité de souligner le fait que les perturbations extérieures dues à l'environnement international telles que les fluctuations et la chute des prix des produits de base et des monnaies, notamment dans le cas du dollar des Etats-Unis, ainsi que la détérioration rapide des termes de l'échange, sont les principaux

facteurs qui, pour être indépendants de la volonté des pays africains, n'en ont pas moins largement contribué à la dette extérieure sans cesse croissante de l'Afrique.

61. De l'avis de certaines délégations, conformément au mandat qui leur a été confié par la vingt et unième session de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, les secrétariats de la CEA, de l'OUA et de la BAD devraient se consacrer à l'élaboration d'un document de base sur les questions de fond, cependant que les problèmes de procédures, comme la participation, la présidence et l'organisation, devraient être traités par le Président actuel de l'OUA en fonction de consultations à entreprendre.

62. On a également été d'avis que le document de la conférence devrait être conçu pour servir de base aux négociations. A cet égard, il conviendrait de souligner la contribution importante de la dette de l'Afrique au développement international, du fait que les pays créanciers en tiraient profit. En conséquence, ces pays devraient être considérés comme étant co-responsables de l'endettement de l'Afrique. Les débats de la conférence devraient également avoir une incidence sur le système économique international afin d'éviter une nouvelle aggravation des facteurs qui s'y rapportent.

63. Le représentant du Maroc a rappelé que les quatre secrétariats avaient oeuvré ensemble à l'élaboration des documents de ladite conférence. Tout en reconnaissant le rôle économique de la CEA, que son pays appuyait vigoureusement, il était d'avis que les problèmes politiques ne devraient pas être soulevés lors des réunions de la Commission. En conséquence, il a exprimé les graves réserves que le Maroc formulait à l'encontre d'un programme de travail qui comporterait l'examen de ces problèmes.

64. En réponse aux questions soulevées, le représentant du secrétariat a dit qu'il serait dûment tenu compte des observations et des propositions formulées lors de l'élaboration du document destiné à la conférence.

65. S'agissant de l'inquiétude qui s'était fait jour sur le sujet des résultats à attendre de la conférence, il a souligné la nécessité d'éviter que la conférence ne tourne en une confrontation entre débiteurs et créanciers. En fait, il faudrait tout mettre en oeuvre pour assurer le succès des négociations, qui devraient aboutir, notamment, à l'adoption de mesures importantes et se traduire par des accords efficaces visant des annulations éventuelles de la dette et des moratoires destinés à améliorer la situation financière des pays africains endettés.

66. Le Comité a décidé de poursuivre l'examen de cette question au titre du point subsidiaire 12 f).

La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique (point 7 de l'ordre du jour)

- a) Rapport à la Conférence des ministres sur la situation alimentaire de l'Afrique
- b) Rapport à la Conférence des ministres sur l'examen des politiques alimentaires et agricoles en Afrique : moyen d'améliorer la capacité des gouvernements en matière de planification

67. Au titre du sous-point a), le représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.12/12/Rev.1 qui faisait une analyse de la situation des approvisionnements alimentaires en Afrique, examinait les efforts faits par le passé et ceux envisagés dans le futur en vue du redressement de l'agriculture africaine, et définissait un certain nombre d'obstacles fondamentaux qui entravaient ces efforts. Dans l'ensemble, au cours de la période 1985-1986, la situation des approvisionnements alimentaires s'était améliorée dans tous les pays africains, à l'exception de six pays, du fait principalement du retour des pluies. Pour améliorer la situation alimentaire et redresser l'agriculture en Afrique, il importait de prendre des mesures à court, moyen et long termes touchant en particulier les petits agriculteurs et les femmes.

68. Au titre du sous-point b), le représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.12/15 qui examinait brièvement plusieurs politiques se rapportant d'une manière générale au secteur de l'alimentation et de l'agriculture dans les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, ainsi que les recommandations y relatives à propos des améliorations à apporter à ces politiques. Celles-ci étaient regroupées en trois grands domaines, à savoir : i) les politiques sectorielles; ii) les politiques d'incitation; et iii) les politiques concernant les services d'appui. L'incapacité des gouvernements intéressés à élaborer dans chacun de ces domaines des politiques globales efficaces avait entraîné i) l'existence d'une économie parallèle et de politiques intérieures défavorables pour le secteur agricole; ii) une répartition inégale des revenus

et une mauvaise répartition des subventions, au détriment des producteurs; et  
iii) des systèmes de commercialisation et d'octroi de crédit agricoles faibles  
et inefficaces.

69. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont noté avec satisfaction que la situation des approvisionnements alimentaires s'était améliorée au cours de la période 1985-1986. Ils se sont toutefois déclarés préoccupés devant les problèmes que pourrait créer l'accroissement de la production. A cet égard, il a en particulier été fait référence aux excédents alimentaires et à la difficulté qu'il y avait à maximiser leur utilisation. Pour tenter de résoudre ce problème, il a été proposé que la FAO et la CEA aident ces pays à mettre au point des arrangements de nature à permettre l'écoulement de leurs excédents vers les pays enregistrant des déficits vivriers.

70. S'agissant de la portée du document E/ECA/CM.12/15, on a fait observer que les conclusions d'une étude sur l'expérience d'un certain nombre de pays ne pouvaient pas nécessairement s'étendre à toutes les sous-régions d'Afrique, en raison notamment des différences d'ordre écologiques. C'est pourquoi, des études identiques devaient être entreprises sur l'expérience des autres sous-régions, en particulier le Sahel. En outre, le Comité a préconisé la réalisation d'études sur la recherche agricole, les coûts de l'irrigation et l'utilisation des eaux.

71. Les participants ont mis en lumière le lien capital qui existait entre les secteurs agricole et industriel, le rôle important joué par les femmes dans le développement du secteur agricole en Afrique et la nécessité de prendre en compte ce rôle en élaborant les programmes et politiques visant au relèvement de l'agriculture, notamment dans les domaines de la production, du traitement et de la commercialisation des produits alimentaires, où les femmes étaient plus nombreuses que les hommes.

72. On a souligné la nécessité de passer du stade des études d'«identification» des problèmes à celui des propositions concrètes en vue du redressement du

secteur agricole. La réorientation des schémas de consommation et la diffusion auprès des exploitants des informations relatives à cette réorientation ont été jugées importantes pour la formulation de politique. A cet égard, l'un des participants a décrit les facteurs qui, outre les conditions climatiques favorables, ont contribué à l'accroissement de la production agricole dans son pays : l'adoption des mesures concrètes telles que le contrôle des importations de produits alimentaires, l'application, en faveur des producteurs locaux, de mesures d'incitation et d'une politique des prix attrayantes et la mise à la disposition de ceux-ci de facteurs de production agricole.

- c) Rapport à la Conférence des ministres sur les mesures visant à aider les coopératives et les organisations/associations de petits exploitants à améliorer la commercialisation des produits alimentaires et des productions animales

73. Présentant le document E/ECA/CM.12/16, le représentant du secrétariat a indiqué que l'étude dont les conclusions figuraient dans ledit document, visait à proposer des mesures et des programmes propres à favoriser le développement rural et économique en Afrique dans le cadre du Plan d'action de Lagos et du Plan alimentaire régional pour l'Afrique. Le document contenait des informations sur les facteurs qui avaient contribué au succès des mouvements coopératifs en Afrique et présentait des propositions, à l'échelon national et régional, tendant à accroître les capacités des coopératives dans le domaine de la commercialisation des produits alimentaires et des productions animales.

74. Le Comité a pris note du rapport.

- d) Rapport à la Conférence des ministres sur une étude sur le remplacement des importations de produits vivriers dans certains pays d'Afrique

e) Rapport à la Conférence des ministres sur des politiques d'utilisation des terres et les systèmes d'exploitation

75. Au titre du point subsidiaire d), le représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.12/17 contenant les conclusions d'une étude sur les mesures prises par les gouvernements du Botswana, du Kenya, de Madagascar, du Malawi, de Maurice, de la République-Unie de Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. Compte tenu de la tendance de la production, des structures, du commerce et de la consommation, il y avait lieu de croire que nombre de pays de la sous-région seraient fortement tributaires de l'extérieur pour satisfaire leurs besoins alimentaires en l'an 2000 si des mesures draconiennes et des stratégies appropriées n'étaient pas adoptées pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. S'agissant des problèmes définis, il était recommandé dans le document: a) la formulation des politiques visant à relever la production alimentaire intérieure par habitant, surtout celle des petits agriculteurs, y compris les femmes; b) la mise sur pied de programmes de remplacement des importations axés sur les cultures de base; c) la sensibilisation des consommateurs, notamment dans les zones urbaines, à la nécessité de consommer les produits alimentaires locaux; d) la gestion efficace de la production agricole et des institutions de commercialisation afin d'éviter le gaspillage de ressources limitées; e) la coordination et l'harmonisation, au niveau sous-régional, des plans et politiques de développement de la production alimentaire.

76. Au titre du point subsidiaire e), le représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.12/6 contenant les conclusions d'une étude sur les politiques d'utilisation du sol et les pratiques agricoles au Kenya, au Mozambique, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie. En matière d'utilisation du sol, les principaux problèmes tenaient à l'insuffisance des politiques gouvernementales, notamment dans les domaines de la planification de l'occupation des sols, de l'irrigation et de l'énergie localement disponible, ou à la population, aux

conditions climatiques et écologiques, au surpâturage systématique et à la dégradation des sols, ainsi qu'aux conflits entre les différents utilisateurs du sol. Pour faire face à ces problèmes, les options politiques suivantes ont été proposées : a) intégration de la planification de l'utilisation du sol et des pratiques agricoles dans la planification du développement national et régional; b) mise en place d'institutions et de mécanismes en vue d'une planification et d'une coordination intégrées c) élimination des conflits traditionnels entre les différents utilisateurs du sol grâce à l'adoption de nouveaux systèmes d'utilisation du sol susceptibles de promouvoir l'autosuffisance alimentaire et de maintenir les équilibres écologiques; d) renforcement des institutions de recherche, de collecte de données et d'information en vue de la planification, de la gestion et de la surveillance de l'utilisation du sol et des pratiques agricoles.

77. Au cours des débats qui ont suivi, plusieurs représentants ont regretté la distribution tardive des documents, dont l'étude préalable par les experts nationaux en agriculture et en alimentation aurait été utile au Comité.

78. Le Comité a pris note des rapports présentés au titre des deux points subsidiaires.

- f) Rapport sur la révision des programmes et stratégies des institutions intergouvernementales visant la réduction des gaspillages et pertes alimentaires en Afrique
- g) Etude des difficultés rencontrées dans l'amélioration des installations de stockage en Afrique du Centre et en Afrique du Nord

79. Présentant le document E/ECA/CM.12/38 au titre du point subsidiaire f), le représentant du secrétariat a déclaré que l'étude sur laquelle était fondé le document avait été établie en application de la résolution 3362 (S-VII) de 1975 de l'Assemblée générale, qui demandait aux pays en développement de réduire de moitié les gaspillages et pertes alimentaires en 1985 et aussi de décisions antérieures de la Conférence des ministres de la CEA.

80. L'une des conclusions importantes de l'étude était que des pertes d'environ 20 p. 100 étaient enregistrées rien que pour les céréales et que, pour la seule année 1985, ces pertes étaient estimées à 14 millions de tonnes, d'une valeur d'environ 2,9 millions de dollars. L'étude fournissait des informations sur les causes premières et secondaires des gaspillages et pertes alimentaires et sur les mesures correctives et préventives et relevait les contraintes en matière de ressources humaines et matérielles, le faible niveau de coopération et les retards apportés à l'exécution des programmes. Pour surmonter ces problèmes il était recommandé: a) que les Etats membres allouent des ressources suffisantes à la réduction des gaspillages et pertes alimentaires; b) qu'une plus grande collaboration soit encouragée entre les institutions chargées de lutter contre les gaspillages et pertes alimentaires; et c) qu'un soutien total soit apporté aux activités de ces institutions, qui devraient mettre en oeuvre les programmes approuvés en collaboration avec d'autres organismes compétents.

81. Au titre du point subsidiaire g), le représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.12/39, qui indiquait que les pertes après récoltes se situaient au niveau du stockage. Dans certains cas, ces pertes représentaient 10 p. 100 pour les seules céréales. Le rapport contenait également des informations sur les fonctions et les structures des installations de stockage, les mesures visant à réduire les pertes au niveau du stockage, dont des programmes et projets nationaux et sous-régionaux, et des difficultés majeures en matière de stockage, qui tenaient aux politiques, aux structures et aux pratiques, à l'état des produits avant le stockage, : aux méthodes de lutte phytosanitaire, à la recherche, aux services de vulgarisation/formation et à des problèmes d'ordre institutionnel. Pour aider les Etats membres à surmonter ces difficultés, il était recommandé dans le rapport: a) que les Etats membres réhabilitent et améliorent les installations de stockage, notamment en milieu rural; b) que les médias soient mobilisés pour éduquer les agriculteurs aux méthodes de conservation et d'autres mesures; c) que la coopération entre pays soit instaurée et/ou renforcée dans les zones ou domaines compatibles.

82. La réunion a pris note des rapports présentés sous les deux points subsidiaires.

Etat d'avancement des programmes spéciaux en cours (point 8 de l'ordre du jour)

Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique: Rapport intérimaire sur le programme de la seconde phase et mesures à envisager pour l'après-Décennie (point 8a) de l'ordre du jour); Rapport de la cinquième Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification (point 12k) de l'ordre du jour)

83. Puisque ces deux points de l'ordre du jour traitaient du même programme, le Comité a décidé de les examiner ensemble.

84. Présentant le document E/ECA/CM.12/18 relatif aux progrès accomplis dans l'exécution du programme de la Décennie, un représentant du secrétariat a fait remarquer que celui-ci avait été établi par le Comité de coordination inter-institutions de la Décennie et avait été examiné par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, à sa cinquième réunion tenue du 3 au 11 mars 1986 à Harare (Zimbabwe). Trente-six (soit 6 p. 100) des 578 projets du secteur des transports avaient été exécutés alors que 106 (soit 10 p. 100) étaient en cours d'exécution, tandis que 24 des 472 projets relatifs au secteur des communications avaient été réalisés et 71 étaient en cours d'exécution. Au total 3,7 milliards de dollars (soit 20 p. 100) du montant total de 18 milliards 255 millions de dollars requis pour le programme avaient été mobilisés, à raison d'environ 61 p. 100 auprès de sources locales et de 39 p. 100 auprès de sources extérieures.

85. Présentant le rapport de la cinquième Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification (document E/ECA/CM.12/43), le représentant du secrétariat a appelé l'attention des participants sur les résolutions adoptées par la Conférence et les principales recommandations contenues dans le rapport d'évaluation du Corps commun d'inspection sur la Décennie.

86. Le représentant du Maroc a évoqué les résolutions 83/29 et 84/42 de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification en application desquelles le Maroc avait organisé la première réunion du Comité directeur de la route Tanger - Lagos à laquelle avaient été

représentés dix pays dont sept par des ministres.

87. A la Conférence de Harare, le Maroc avait été surpris par les termes utilisés dans le document E/ECA/TCD/36/Corr.1 dans lequel on indiquait qu'une modification de la résolution 84/42 opérée par la Conférence des ministres dans sa résolution 487 (XIX) avait eu pour effet d'empêcher le secrétariat d'organiser la réunion du Comité directeur. Le consensus qui s'était dégagé des consultations tenues à propos de la résolution 487 (XIX) était rapporté dans le document E/1984/21 (E/ECA/CM.10/30) dans les termes suivants : "... étant entendu que les résolutions adoptées par les ministres des transports, des communications et de la planification à Conakry ne seraient pas mises en cause". Par ailleurs, les documents A/39/271 (E/1984/98) et A/40/409 (E/1985/109) faisaient état de la route Tanger-Lagos dans les paragraphes 36 et 16 respectivement qui était considéré comme un projet revêtant une importance capitale pour le développement des transports en Afrique.

88. Réitérant les réserves émises par son pays vis-à-vis des consultations tenues lors de la Conférence de Harare et les résultats de celles-ci, le représentant du Maroc a proposé que soit présenté pour examen à la Conférence des ministres, à sa douzième session, un projet de résolution sur la route Tanger-Lagos, ce qui serait conforme aux décisions prises antérieurement.

89. Le représentant de l'Algérie a fait observer que la question avait été examinée et réglée par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification compte tenu des objectifs du Plan d'action de Lagos et il a mis en garde contre la réouverture des débats sur le sujet.

90. Après les observations formulées par plusieurs représentants, le Comité a conclu :

a) qu'il s'agissait là d'une question politique, qui avait été examinée et réglée par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, laquelle était l'organe compétent en l'espèce;

b) Qu'il n'avait pas compétence pour statuer sur la question;

c) Que les observations du représentant du Maroc seraient consignées dans son rapport à la Conférence des ministres;

d) Que toutes les parties avaient la faculté de soulever la question lors de la Conférence des ministres si elles le souhaitaient.

91. Le représentant de l'Unesco a dit que son Organisation continuerait de collaborer avec la CEA à l'exécution du programme de la Décennie, et a ajouté que lors de la formulation d'un programme pour la seconde phase de la Décennie, une coopération plus étroite et une approche multisectorielle seraient essentielles.

92. Le représentant de l'OACI a décrit le rôle joué par son Organisation dans la mise en oeuvre du programme de la Décennie et dans la promotion du développement et de la sécurité du transport aérien. Les efforts déployés par la CEA pour libéraliser le régime des libertés de l'air, qui dépendaient dans une grande mesure de la bonne volonté des pays intéressés, étaient dignes d'éloge. L'intervenant a également informé les participants des divers plans de navigation aérienne de l'OACI et leur a fait savoir que cette Organisation avait alloué 1 million de dollars des Etats-Unis à des missions de recherche et des opérations de secours en Afrique, en précisant que la collaboration se poursuivait étroitement entre l'OACI et la CEA.

Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique :  
Rapport intérimaire commun de la CEA, de l'ONUDI et de l'OUA et considérations pour les actions futures (point 8b) de l'ordre du jour)

93. Présentant le document E/ECA/CM.12/19, un fonctionnaire du secrétariat a indiqué qu'il portait sur deux principaux domaines : la coopération inter-secrétariats et l'élaboration des politiques dans le cadre de l'exécution du programme de la Décennie et les activités menées pour appuyer ce programme. Pour l'essentiel, deux problèmes avaient été rencontrés dans l'exécution du programme de la Décennie, problème liés respectivement au financement et aux données. S'agissant des problèmes financiers, le Fonds africain de développement industriel n'était pas encore opérationnel et sa viabilité devenait de moins en moins assurée, les Etats membres n'ayant pas encore répondu à l'appel lancé par la Conférence des ministres pour qu'ils ratifient les statuts du Fonds et versent leurs contributions. En outre, les 700 000 dollars demandés par la Commission avec le soutien du Conseil économique et social et qui devaient être prélevés sur les cinq millions de dollars alloués tous les ans par l'Assemblée générale à l'ONUDI pour le programme n'avaient pas été obtenus. Le secrétariat avait entrepris des démarches pour avoir du Siège des clarifications sur la question.

94. En ce qui concerne les problèmes relatifs aux données, les secrétariats n'avaient pas reçu les informations sur l'état des projets industriels sous-régionaux et autres qui devaient leur permettre de les mettre à jour.

95. Le représentant de l'ONUDI s'est félicité de l'étroite collaboration qu'entretenait le secrétariat de son Organisation avec ceux de la CEA et de l'OUA de même qu'avec des pays africains tant au niveau national que sous-régional, en particulier dans le choix, l'élaboration et l'exécution de projets industriels au titre du programme de la Décennie. L'allocation de cinq millions de dollars était insuffisante en regard des immenses besoins que connaissait l'Afrique en matière d'industrialisation. Le montant avait donc été investi dans les industries de base de façon à en obtenir l'effet multiplicateur escompté. Les activités menées par l'ONUDI au titre de l'exécution du

Programme de la Décennie qui avaient été financées grâce à cette affectation de fonds comprenaient notamment l'organisation de séminaires nationaux sur l'élaboration de politiques et de stratégies, de réunions sous-régionales sur la coopération industrielle et la mobilisation de ressources destinées à financer le développement industriel, l'élaboration d'études de faisabilité, de même que l'organisation en dehors de l'Afrique de journées nationales de sensibilisation et de soutien de la Décennie.

96. Toutefois, l'exécution du programme de la Décennie avait été beaucoup entravée notamment par l'insuffisance des ressources financières nécessaires aux investissements industriels et de l'assistance technique, l'attitude défavorable de la communauté internationale à l'égard de l'industrialisation en Afrique et l'absence d'études de faisabilité appropriées. Des consultations étaient actuellement menées avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement dans le but de trouver la meilleure façon de résoudre ces problèmes.

97. Au cours des débats qui ont suivi, certains représentants ont souligné que l'absence d'études de faisabilité bien élaborées sur les projets d'investissement constituait l'une des principales entraves à la mobilisation de ressources d'investissements industriels. La CEA et l'ONUDI devraient particulièrement mettre l'accent sur le développement des compétences locales au moment de l'élaboration de telles études, notamment dans le secteur de la métallurgie, de façon à permettre aux pays de la région d'assimiler les techniques acquises.

98. Les participants ont estimé que les pays africains ne devraient pas perdre la part qui leur revenait dans les ressources allouées par l'Assemblée générale à l'ONUDI au titre du programme de la Décennie, lesquelles ressources avaient baissé, passant de 5 millions de dollars à 4,3 millions tout simplement parce que l'ONUDI était devenue un organisme spécialisé. Ils ont

fait observer qu'il avait fallu mener des négociations intensives, voire recourir au vote, pour obtenir que ce montant de financement - pourtant en diminution - figure au budget du programme ordinaire de l'ONUDI pour 1986-1987. A cet égard, ils ont loué les efforts faits par les pays africains à l'occasion des réunions du Comité du budget de l'ONUDI, du Conseil du développement industriel et de la Conférence générale pour obtenir que cette part soit approuvée. Il a été suggéré qu'une résolution soit adoptée priant instamment les pays africains de continuer à participer massivement et efficacement à cette réunion et à d'autres réunions consacrées aux questions budgétaires.

99. Les participants ont jugé que le paragraphe 8 du document E/ECA/CM.12/19 devrait faire état du report à septembre 1986 de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie et de celle du Comité plénier intergouvernemental d'experts qui devaient initialement se tenir en mars 1986 à Bujumbura (Burundi) et des raisons qui en avaient été à l'origine. Cela était d'autant plus nécessaire que le rapport, contrairement à la pratique habituelle, n'avait pas été présenté à la Conférence des ministres africains de l'industrie avant de l'être à la Conférence des ministres de la CEA.

100. Le Secrétaire exécutif a expliqué que la huitième session de la Conférence des ministres africains de l'industrie ne s'était pas tenue en mars 1986 comme prévu parce que les dates retenues étaient en conflit avec celles de la série des réunions préparatoires à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la situation économique critique de l'Afrique, réunions qu'il fallait coûte que coûte organiser durant tout le mois de mars. Les participants se sont associés aux remerciements qu'il a adressés au Gouvernement burundais pour la compréhension dont ce dernier avait fait preuve en restant disposé à accueillir la session qui avait été reportée à septembre 1986.

101. Il a été fait observer que contrairement au titre, le document soumis pour examen ne contenait aucune partie portant sur les actions futures. C'est pourquoi il a été proposé que le rapport intérimaire sur l'exécution du programme

de la Décennie contiennent à l'avenir une évaluation des activités effectuées et un examen des mesures à prendre après la Décennie. Le représentant de l'ONUDI a indiqué que son Organisation procédait à une évaluation de certains des projets entrepris au titre de la Décennie, une fois qu'ils avaient pleinement démarré lorsqu'une telle évaluation pourrait permettre de tirer des conclusions utiles.

102. Les participants ont été informés des activités que l'UNESCO effectuait dans le domaine des sources d'énergie nouvelles et renouvelables pour appuyer l'industrialisation en Afrique. Des projets pilotes étaient en cours d'exécution en Afrique de l'Ouest afin d'améliorer les réseaux d'information sur l'énergie et des propositions avaient été formulées pour élargir les mécanismes permettant de diffuser les résultats de la recherche-développement. Ces activités et propositions bénéficiaient du soutien de l'ONUDI et faisaient partie du programme de la Décennie. A cet égard, la coopération entre l'ONUDI et l'UNESCO était renforcée.

103. Répondant à une question posée par un participant sur le point de savoir si l'ONUDI avait participé à l'élaboration de l'Etude sur les conditions économiques en Afrique, 1984-1985, qui présentait un tableau sombre de la situation du secteur industriel, le représentant de l'ONUDI a indiqué que les vues exprimées en la matière dans l'Etude étaient celles de la CEA. Certes, dans de nombreux pays africains, ce secteur connaissait des difficultés; cependant, l'ONUDI restait fondamentalement optimiste quant au rôle crucial que ce secteur était appelé à jouer si les pays africains devaient atteindre les objectifs fixés dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos ainsi que dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique. Il faudrait donc que les pays africains conçoivent l'industrialisation de façon plus positive.

Examen et évaluation des résultats obtenus en Afrique dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la femme (Point 8 c) de l'ordre du jour)

Rapport de la septième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (Point 12 d) de l'ordre du jour)

104. Ces deux points de l'ordre du jour étant étroitement liés, le Comité a décidé de les examiner ensemble.

105. En présentant le document E/ECA/CM.12/20, la représentante du secrétariat a indiqué que la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix tenue à Nairobi en juillet 1985 avait noté les progrès réalisés dans la prise de conscience, la législation, l'éducation, l'emploi et la création d'organisations féminines au niveau local, tout en attirant l'attention sur les problèmes qui continuaient de se poser, à savoir les attitudes négatives vis-à-vis de la femme, la discrimination à son encontre et la quasi-méconnaissance de sa contribution économique. Les femmes africaines s'étaient déclarées particulièrement préoccupées par l'analphabétisme, par le fait que les femmes agriculteurs ne disposent pas d'assez de terre, de crédits et de services de vulgarisation ainsi que par les conséquences néfastes de la crise actuelle en Afrique pour les femmes. Pour lutter contre ces problèmes, la Conférence avait adopté des stratégies prospectives détaillées devant être appliquées aux niveaux national, régional, international et mondial afin de garantir la participation équitable des femmes au développement et la juste reconnaissance du rôle qu'elles y jouaient.

106. Présentant le rapport de la septième réunion du Comité, la Présidente du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) a résumé les conclusions auxquelles on avait abouti concernant la participation des femmes au quatrième cycle de programmation du PNUD 1987-1991), l'exécution des programmes en faveur de la femme aux niveaux sous-régional et

régional, les mesures à prendre consécutivement à la Conférence mondiale de Nairobi, la prise en compte des besoins de la femme dans les plans nationaux de développement, le rôle de la femme dans le développement industriel et les préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique en Afrique. Le Comité avait exprimé sa gratitude au PNUD pour l'appui prêté mais s'était cependant déclaré profondément préoccupé par la précarité de la situation financière actuelle du programme en faveur de la femme de la CEA, notamment dans les MULPOC de Gisenyi et de Tanger, et avait lancé un appel pour que des ressources considérables telles que celles qui seraient mobilisées dans le cadre des activités de programmation du PNUD soient allouées au titre de ce programme. Le Comité avait en outre souligné la faible participation des femmes aux préparatifs de la session extraordinaire. Enfin, il avait adopté deux résolutions qui seraient examinées par la Conférence des ministres.

107. Les participants ont longuement débattu des questions soulevées par ces deux rapports et s'étaient félicités des résultats obtenus par les femmes ainsi que du rôle important qu'elles jouaient dans le développement. Tout en reconnaissant qu'il y avait de sérieux obstacles d'ordre sociologique et financier au progrès de la femme, ils ont demandé que l'on reconnaisse la valeur des efforts concrets faits par les gouvernements dans la promotion de la femme. Plusieurs participants ont proposé que des amendements soient apportés aux deux résolutions présentées afin de préciser certains points et de faciliter l'application des résolutions en questions. Ils ont également souligné la nécessité pour les Etats membres et les organisations internationales de recourir aux services des experts africains et ont proposé qu'une résolution soit expressément élaborée à cet effet.

108. Evoquant la collaboration constante de son Organisation avec les Etats membres et l'appui que celle-ci ne cessait d'apporter au programme de la CEA en faveur de la femme, le représentant de l'Unesco a lancé un appel pour que soit assurée la coordination des activités menées au sein du système des Nations Unies ou en coopération avec l'OUA, qui prévoyait la création d'un service qui serait chargé des questions intéressant les femmes et le développement en Afrique.

109. Un participant a formulé des objections vis-à-vis du paragraphe 22 du document E/ECA/CM.12/20 relatif à la décision prise par la Conférence mondiale de Nairobi d'adopter tous les documents par consensus, en précisant que le rapport devait faire état des difficultés posées par les propositions émanant de certains pays.

110. Le représentant du Maroc a émis des réserves concernant la résolution 2 du document E/ECA/CM.12/31 relatif à la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la situation économique critique en Afrique.

111. En réponse, le Président du CRAC et le représentant du secrétariat ont rendu hommage aux participants pour leur contribution au débat. Le représentant du secrétariat a assuré les participants qu'il serait remédié aux anomalies constatées dans les MULPOC de Gisenyi et de Tanger, tout en exhortant les organes directeurs du MULPOC de Tanger à déployer davantage d'efforts pour revitaliser le programme sous-régional en faveur des femmes.

112. Le Comité a pris note des deux rapports et a recommandé que les deux résolutions soient transmises, sous leur forme modifiée, à la Conférence des ministres.

Promotion de la coopération et de l'intégration économiques (point 2 de l'ordre du jour)

a) Rapports des conseils des ministres des MULPOC

113. Les présidents en exercice des organes directeurs des MULPOC de Yaoundé, Lusaka, Niamey, Gisenyi et Tanger ont présenté leurs rapports traitant essentiellement des travaux de leurs organes directeurs respectifs, des études menées, des activités sectorielles, des services consultatifs fournis aux Etats membres, des résolutions adoptées à leurs réunions de 1986, et de l'assistance fournie aux divers groupements sous-régionaux et aux organisations intergouvernementales. Ces rapports présentaient aussi l'état d'avancement du programme de travail de chaque MULPOC pour 1985 et les problèmes rencontrés.

114. Les représentants ont félicité les secrétariats des MULPOC et de la CEA en général pour leur effort de décentralisation du personnel et des autres ressources dans l'application des programmes de travail des MULPOC. Toutefois, ils ont déploré l'insuffisance chronique des ressources humaines et financières à la disposition des MULPOC et ont demandé à la CEA de poursuivre son effort d'affectation du personnel du siège aux MULPOC. Les Etats membres ont été priés d'aider les MULPOC dans l'exécution des tâches qui leur sont assignées.

115. Le Comité a pris acte de ces rapports.

b) Rapport biennal du Secrétaire exécutif sur les activités des institutions parrainées par la CEA, 1984-1985

c) Programme de travail et ordre de priorité d'ensemble, y compris les budgets des institutions spécialisées parrainées par la CEA pour la période biennale 1986-1987

116. Présentant le rapport biennal consolidé sur les activités menées en 1984-1985 (E/ECA/CM.12/25) et le programme de travail et le budget consolidés pour 1986-1987 (E/ECA/CM.12/26) des institutions sous-régionales et régionales parrainées par la CEA, le Secrétaire exécutif a relevé que hormis les institutions financières, toutes les institutions parrainées par la CEA avaient souffert dans le passé de sérieuses difficultés financières résultant non seulement du retard dans le paiement ou du non-versement des contributions des Etats membres mais également de la faiblesse du nombre de leurs membres. En conséquence, ces institutions prévoyaient des budgets généralement modestes pour l'exercice 1986-1987.

117. Un certain nombre de ces institutions telles que le Centre régional de formation aux techniques des levés aériens, le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection et le Centre régional africain de technologie s'évertuaient maintenant à améliorer leur situation en demandant aux Etats membres de prendre en charge les services de consultant qu'ils fournissaient dans le cadre de l'exécution de projets. L'enquête hydrogéologique dont les services avaient été assurés par le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection pour le compte des Comores et qui avait été saluée par la Banque mondiale en était un exemple. Le Secrétaire exécutif a invité les Etats membres à recourir aux services des consultants fournis par les institutions qui jouaient un rôle important dans le développement socio-économique du continent.

118. Au cours du débat qui s'ensuivit, les différents intervenants se sont accordés à reconnaître l'importance des institutions en question. Certaines délégations ont déploré l'absence de données actualisées sur les obligations financières des Etats membres envers les institutions. A cet égard, on a suggéré qu'une façon de rappeler aux Etats membres leurs obligations serait de dresser un état de contributions et des arriérés de contributions dus par les Etats membres qui serait joint en annexe au rapport annuel relatif aux activités des institutions, lequel était traditionnellement présenté à la Conférence des ministres.

119. S'agissant de l'application des recommandations du Comité spécial sur la rationalisation des activités des institutions parrainées par l'OUA et la CEA, un représentant a posé la question de savoir s'il serait établi ou non un rapport spécial sur ce sujet. Pour répondre en partie à cette question, un autre représentant a brièvement rendu compte de l'application de la recommandation relative à la fusion de l'Association africaine de cartographie et du Conseil africain de la télédétection.

120. Un représentant a posé la question de savoir si les institutions parrainées par la CEA coopéraient étroitement avec leurs homologues nationaux. Un autre a demandé si l'IDEP était également touché par la crise financière actuelle et pourquoi l'Institut n'avait pas encore établi le programme de planification agricole qui avait initialement été proposé pour l'exercice 1973-1979. Le représentant de l'IDEP a déclaré que la crise financière avait essentiellement empêché l'exécution de ce programme.

121. Le représentant de l'UNESCO a informé les participants que son Organisation apportait un concours financier et technique à certaines institutions et qu'elle continuerait de le faire dans l'avenir en étroite coopération avec la CEA.

122. Le Secrétaire exécutif a, dans sa réponse, indiqué que l'approche suggérée par certains participants et qui consisterait à publier un état du versement des contributions mises à recouvrement pourrait permettre de résoudre le problème. Toutefois, si les Etats membres pouvaient payer ne serait-ce que 25 p. 100 de leurs arriérés, la situation financière d'institutions comme l'IDEP s'en trouverait considérablement améliorée. L'application des recommandations du Comité spécial serait examinée au titre du point de l'ordre du jour relatif à la suite donnée aux résolutions adoptées par la Commission en 1985.

123. S'agissant du concours financier et technique, la CEA s'est félicitée du soutien constant apporté aux institutions non seulement par l'UNESCO mais également par d'autres organismes comme le PNUD et le FNUAP. Le Secrétaire exécutif a rappelé que les institutions devraient faire payer

de plus en plus cher aux Etats membres et aux organismes africains de financement de projets et à ceux des Nations Unies les services qu'elles leur fournissaient et ce, en vue d'accroître leurs revenus. Par ailleurs, les Etats membres, les organismes africains de financement et ceux du système des Nations Unies devraient recourir aux services de ces institutions pour exécuter leurs projets.

124. Après un échange de vues approfondi, le Comité a décidé de lancer un appel à tous les Etats membres pour qu'ils s'acquittent dans les délais de leurs obligations financières vis-à-vis des institutions.

125. Le Comité a ensuite pris note des rapports.

d) Coopération économique et technique régionale et interrégionale:

questions à examiner

126. En présentant le document E/ECA/CM.12/13, un membre du secrétariat a fait état du soutien qu'apportait celui-ci aux groupements économiques sous-régionaux par le biais des MULPOC ainsi que des activités menées pour promouvoir la coopération régionale et interrégionale. Bien que le document présenté porte sur la coopération économique sous-régionale, le secrétariat avait cependant l'intention de soumettre à la prochaine réunion de la Conférence des ministres deux rapports détaillés, l'un sur les activités de coopération technique et l'autre sur la coopération interrégionale.

127. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont félicité le secrétariat pour le document clair et succinct présenté et pris note de son intention de soumettre deux rapports sur les activités de coopération technique et de coopération interrégionale à la prochaine réunion de la Conférence des ministres.

La nécessité de promouvoir une coopération technique aux niveaux sous-régional, régional et interrégional avait été soulignée et l'attention attirée sur son utilisation comme moyen de favoriser le transfert de techniques sur le plan interrégional. Compte tenu des modestes ressources affectées aux activités de coopération technique intraafricaine, l'attention devait être portée sur ces activités au niveau interrégional en particulier dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Il a été indiqué qu'en raison de l'objectif de la coopération technique qui était la formation des cadres, il importait de disposer d'informations concernant les installations et possibilités existantes. Mention avait également été faite de la nécessité d'établir un répertoire de ces institutions de formation et de fournir des informations sur leur financement. Divers pays africains étaient déjà dotés des compétences dans les différents domaines mais le financement continuait à poser un problème. Le secrétariat a été invité à suggérer des solutions.

128. Le représentant de l'Egypte a indiqué que son pays avait alloué une part de son chiffre indicatif de planification aux activités de coopération technique et avait, par ailleurs, créé un fonds de coopération technique avec les pays africains, dans le cadre duquel étaient financés les services d'experts égyptiens travaillant dans les pays africains et étaient octroyées des bourses aux étudiants africains poursuivant leurs études en Egypte.

129. Les délégations ont demandé que soient harmonisés les activités et les programmes de travail des institutions régionales et sous-régionales et se sont étonnées de l'absence des directeurs exécutifs de certaines de ces institutions. L'observateur de l'OUA a proposé que d'autres institutions régionales participent aux réunions techniques et ministérielles de la Conférence.

130. Le secrétariat a été invité à accroître les moyens du MULPOC de Lusaka et à poursuivre la mise au point de matériaux de construction à faible coût, l'établissement du code de conduite sur le bâtiment et la construction, la coordination des activités des organisations de transport multimodal et la création de la bourse des produits de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, autant de questions que le MULPOC de Lusaka n'avait pas examiné suffisamment à sa dernière réunion. Par ailleurs, il fallait donner suite à la demande faite depuis longtemps et tendant à l'harmonisation des activités du MULPOC de Lusaka avec celles de la ZEP et de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe sous la direction du MULPOC.

131. Le secrétariat s'est engagé à étudier toutes les questions en suspens. Des invitations avaient été envoyées à tous les chefs de secrétariat des institutions sous-régionales et régionales. Toutefois, le changement de date motivé par la convocation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique en Afrique avait eu pour effet de compliquer la situation. On s'efforcera d'amener les autres organisations sous-régionales et régionales à participer aux réunions de la Commission. S'agissant de la faiblesse des moyens mis à la disposition du MULPOC de Lusaka, le secrétariat a déclaré que ce MULPOC avait souffert de la longue maladie de son Directeur, et lorsqu'il envisageait d'en recruter un autre.

132. Le Comité a pris note du document E/ECA/CM.12/13.

Développement des institutions : Création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement : Rapport d'activité et perspectives d'avenir  
(point 10 de l'ordre du jour)

133. Présentant le document E/ECA/CM.12/14, ainsi que son résumé et l'additif no. 1 le représentant du secrétariat a indiqué que, en dépit du retour des pluies à la fin de 1985 dans la plupart des pays frappés par la sécheresse, des questions continueraient à se poser concernant les causes possibles, la périodicité, les tendances et la durée de la sécheresse. L'Afrique avait donc besoin d'une veille climatologique et hydrologique pour les calamités naturelles comme la sécheresse, les inondations, les cyclones et les tempêtes, de manière à pouvoir appliquer les données et les observations météorologiques à des problèmes cruciaux de développement économique comme la production alimentaire, la gestion des ressources en eau et l'énergie. Il a esquissé les activités qui devraient être celles du futur centre africain pour l'application de la météorologie au développement (CAAMD) telles qu'elles sont définies dans l'étude de faisabilité de la CEA/OMM jointe au document de base. S'agissant du lieu d'implantation du centre, sur les cinq centres météorologiques régionaux dont la création était prévue dans l'étude (Le Caire, Dakar, Nairobi, Niamey et Oman), seuls le Caire et Nairobi possédaient les infrastructures nécessaires.

134. Au cours du débat qui a suivi, dans l'ensemble, les délégations sont convenues qu'il fallait créer le CAAMD, le problème important de son lieu d'implantation devant être débattu séance tenante. Certains représentants se sont interrogés sur les incidences financières de la création de ce centre et ont évoqué la nécessité de mobiliser les ressources humaines et matérielles disponibles dans les centres météorologiques nationaux en place pour appréhender l'impact des phénomènes climatiques globaux sur le développement socio-économique de l'Afrique.

135. Un représentant a souligné que certains des critères utilisés dans l'étude de faisabilité CEA/OMM sur l'emplacement du centre n'étaient pas scientifiquement objectifs. Le groupe interinstitutions avait passé à la Egyptian Meteorological Authority au Caire, moins de temps qu'au Kenya Meteorological Department à

à Nairobi. S'élevant contre la comparaison établie au paragraphe 40 du document entre l'institution du Caire et celle du Kenya, il a demandé que ce passage soit supprimé. Le groupe interinstitutions devait visiter toutes les installations y compris le centre égyptien de télédétection qui fonctionnait depuis 1971.

136. Un autre représentant a déclaré que le centre devait être situé dans la région soudano-sahélienne, dont les pays étaient les plus atteints par la sécheresse. Un autre a cependant signalé que le centre devait s'occuper non seulement de la sécheresse mais aussi d'autres catastrophes naturelles liées aux conditions climatiques telles que les cyclones.

137. L'observateur de l'OMM a fait valoir que l'actuel répit que connaissaient les pays atteints par la sécheresse risquait d'être provisoire. La sécheresse étant encore scientifiquement imprévisible, il fallait que le centre puisse répondre de toute urgence à toutes les activités de développement de nature à être influencées par les conditions climatiques. Il appartiendrait au CAAMD de recevoir des données météorologiques connexes, des informations traitées par divers centres nationaux, régionaux et mondiaux ainsi que des données extrêmement fiables fournies par satellite; le CAAMD traiterait et adapterait toutes les données disponibles et il diffuserait cette information "sur mesure" aux services météorologiques nationaux, à charge pour ceux-ci de les transmettre aux divers usagers. Pour pouvoir s'acquitter efficacement de cette tâche, le CAAMD aurait besoin de systèmes puissants et fiables de télécommunications et de traitement des données, tous deux dotés d'ordinateurs, ainsi que d'une "masse critique" d'infrastructures opérationnelles et de ressources technologiques et intellectuelles destinées à lui permettre de jouer son rôle de point de convergence des centres sous-régionaux qui s'occupent de la lutte contre la sécheresse, de l'alerte avancée et d'autres activités, telles que l'AGHRYMET. En conclusion, l'observateur de l'OMM a dit qu'il convenait d'examiner le paragraphe 40 du document E/ECA/CM.12/14 en fonction des alinéas ii) et iv) du paragraphe 25, qui portent tous deux sur la situation actuelle.

138. L'observateur de l'OACI a signalé que cette organisation, qui s'occupe aussi de météorologie, notamment dans le domaine de l'aviation civile, devrait aussi participer à l'étude.

139. Le représentant du secrétariat a répondu que, à l'avenir, l'OACI serait invitée à participer aux travaux de tous les comités spéciaux interinstitutions qui seraient chargés du projet.

140. Le Secrétaire exécutif a proposé d'ajouter au paragraphe 41 du rapport un alinéa f) qui préciserait que le pays d'accueil du centre devrait s'engager à faire face au coût de l'implantation du CAAMD, puisque l'aide du PNUD n'est que temporaire et ne couvre que les frais de personnel et une partie des coûts administratifs limités. Le Comité a approuvé l'adjonction de cette condition.

141. Le Comité a pris note du rapport et recommandé à la Conférence des ministres d'examiner attentivement la question des problèmes financiers que pourraient poser la création du CAAMD, son lieu d'implantation et la composition de son conseil d'administration.

**Problèmes particuliers** (point 11 de l'ordre du jour)

a) L'importance du charbon en Afrique : propositions élémentaires pour sa mise en valeur

142 Présentant le document E/ECA/CM.12/7, le représentant du secrétariat a informé le Comité de l'étude menée par la CEA sur les ressources en charbon dans les différentes sous-régions, en exhortant les Etats membres à aider le groupe chargé de l'étude à s'acquitter de sa mission. Le potentiel africain en matière de charbon représentait non seulement une source d'énergie de substitution au bois de chauffage et au pétrole mais offrait également d'intéressantes possibilités d'exportation. Il a par conséquent souligné la nécessité pressante pour les gouvernements africains de s'atteler à l'élaboration et à la mise en oeuvre de mesures de nature à promouvoir la mise en valeur et l'utilisation des ressources africaines en charbon.

143 Un participant a fait remarquer que le document soulevait des questions intéressantes; il fallait veiller à ce que l'étude en cours ne se limite pas à dresser un inventaire, et qu'elle comporte également des études de marchés dans la perspective du commerce intra-africain et international.

144 Le secrétariat a informé le Comité qu'il existait déjà des rapports préliminaires sur les possibilités de production et de commercialisation du charbon et que l'étude en cours porterait aussi sur les aspects production et commercialisation du charbon en Afrique.

b) Rapport de la réunion d'experts de la région Afrique convoquée pour préparer la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

145 Présentant le document E/ECA/CM.12/22, le représentant du secrétariat a déclaré que, après avoir passé en revue la situation actuelle et l'évolution prévue pour ce qui est d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire en

Afrique, le groupe régionale d'experts avait abouti à la conclusion que, malgré une plus grande prise de conscience et une application assez répandue des techniques nucléaires dans des domaines tels que l'alimentation et l'agriculture, la santé et la médecine, l'industrie et la mise en valeur des ressources en eau, l'Afrique n'avait pas encore recours à l'énergie nucléaire pour satisfaire ses besoins énergétiques en raison notamment de l'ampleur des investissements requis, de l'absence d'infrastructures notamment industrielles, de la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. Pour surmonter ces obstacles, les experts avaient recommandé la coopération interinstitutions en matière de mobilisation des ressources et d'accès à la technologie et au matériel nucléaires, la formation du personnel au sein des institutions africaines, la mise en place d'un organismes international chargé de coordonner et de suivre les activités de coopération, ainsi que la création d'une association africaine de spécialistes en physique nucléaire.

146. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont souligné la nécessité pour les pays africains de participer aux activités de recherche-développement nucléaires dès le stade initial et de ne pas se contenter d'utiliser les produits finis de la technologie nucléaire, ce qui limiterait les possibilités de formation de la main-d'oeuvre régionale dans cet important domaine. En raison des gros investissements requis, le Comité a également convenu de la nécessité de renforcer les institutions nationales de recherche nucléaire pour leur permettre de satisfaire les besoins des Etats membres dans le cadre de la coopération régionale.

147. Le Comité a pris note du rapport et a fait siennes les recommandations des experts.

c) Rapport de la Conférence des ministres de la CEA sur la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement

148. Ayant reçu l'aval du Comité, le représentant du secrétariat a présenté les documents E/ECA/CM.12/27 et UNEP/AEC.1/2 ainsi qu'un télex envoyé au Secrétaire exécutif de la CEA par le Président de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement.

149. Après avoir évoqué les différents éléments du Programme du Caire concernant la coopération africaine en matière d'environnement et les mesures adoptées par la Conférence sur la mise en oeuvre du Programme du Caire, il a souligné la nécessité, pour le Comité, de faire sien le Programme du Caire, qui constituait une mesure prise par le PNUE et appuyée par la CEA et l'OUA qui était de nature à atténuer la gravité des problèmes environnementaux de la région. Toutefois, la résolution 1/1 de la Conférence du Caire aurait des incidences négatives sur le programme de travail de la CEA en matière d'environnement, dans la mesure où il était recommandé à la Conférence des ministres de la CEA de décider de confier à la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement les fonctions qui avaient été dévolues, dans le domaine de l'environnement, au Comité régional intergouvernemental mixte sur les établissements humains et l'environnement.

150. On pourrait donner suite à cette recommandation en habilitant le Comité intergouvernemental mixte à agir en qualité de groupe consultatif d'experts auprès de la Conférence ministérielle.

151. Au cours du débat qui a suivi, le représentant de l'Egypte a donné lecture du télex envoyé au Secrétaire exécutif par le Président de la Conférence ministérielle, en proposant que le document final de la CEA soit modifié en conséquence. Le Comité a pris note du télex.

152. Le représentant du PNUE a donné lecture d'une déclaration du Directeur exécutif de son organisation concernant l'institutionnalisation de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement. Le Programme du Caire concernant la coopération mettait l'accent sur la nécessité, pour l'Afrique, de trouver une solution "africaine" à ses problèmes environnementaux, en soulignant l'importance de la coopération régionale et sous-régionale ainsi que la

nécessité d'allouer des fonds au titre du CIP pour financer les activités en matière d'environnement.

153. S'agissant de l'institutionnalisation de la Conférence ministérielle sur l'environnement, le représentant du secrétariat a souligné la nécessité de mettre en place un groupe de travail interinstitutions pour promouvoir la coopération et la coordination des activités menées en Afrique par les différentes organisations intéressées.

154. Le Comité a reconnu la nécessité de créer un tel organisme directeur, tout en précisant que, étant donné l'incidence financière que pourrait comporter, pour les Etats membres, la création de nouvelles institutions, il conviendrait de procéder à une évaluation des institutions existantes avant d'en créer de nouvelles.

155. En conclusion, le Comité a décidé de recommander à la Conférence des ministres d'habiliter le Comité régional intergouvernemental mixte sur les établissements humains et l'environnement à agir en qualité de groupe consultatif d'experts auprès de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, ses attributions devant être définies ultérieurement par la Conférence.

d) Informatique et développement (point 11 d) de l'ordre du jour)

156. Un représentant du secrétariat a informé le Comité que conformément à l'article 6 du règlement intérieur de la Commission, le Gouvernement de la Côte d'Ivoire avait soumis pour examen le document E/ECA/CM.12/28; toutefois, pour des raisons indépendantes de sa volonté, son représentant n'avait pu participer à la séance. Il a par conséquent suggéré que le Comité poursuive ses travaux en attendant que le représentant de cet Etat membre soit là pour présenter ce point inscrit à l'ordre du jour.

157. Le Comité a accepté la proposition.

Rapports des organes subsidiaires de la Commission (point 12 de l'ordre du jour)

a) Rapport de la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens, démographes africains et spécialistes africains des sciences de l'information

158. En présentant le document E/ECA/CM.12/29, un membre du secrétariat a fait un résumé des débats de la session plénière et des décisions prises en rapport avec les recommandations de ses divers comités dont chacun avait adopté des programmes de travail et des stratégies pour 1986-1987 et tracé les orientations du projet de plan à moyen terme. Pour conclure, il a attiré l'attention des participants sur les projets de résolution relatifs à la grave situation financière de l'IDEP, du RIPS et de l'IFORD et qui avaient été élaborés aux fins d'examen par la réunion.

159. Au cours des débats qui ont suivi, des participants avaient cherché à obtenir des clarifications sur les propositions concernant le financement de l'IDEP. Le secrétariat avait expliqué qu'il avait été notamment décidé de demander au PNUD de poursuivre son assistance au cours de la période transitoire, de recouvrer immédiatement des Etats membres 10 p. 100 de leurs arriérés de contributions et de rééchelonner le paiement du reste sur une période bien déterminée, de faire verser par les Etats membres leurs contributions pour l'année en cours et de demander à l'IDEP d'augmenter ses recettes grâce notamment à la fourniture de services d'ingénieurs-conseils.

160. La réunion a pris note du document E/ECA/CM.12/29.

b) Rapport de la cinquième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays les moins avancés (PMA) d'Afrique

161. Présentant le rapport E/ECA/LDC.6/EXP.5/6 et corr. 1, le Président du Comité intergouvernemental d'experts a fait savoir aux participants

que le Comité réuni à Yaoundé (Cameroun) du 2 au 4 avril 1986 pour préparer la **sixième** session de la Conférence des ministres des PMA avait examiné quatre sujets principaux concernant les PMA d'Afrique : a) étude des conditions économiques et sociales, principaux problèmes et politiques (1984-1985); b) activités en vue de l'application au cours des années 80 du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés; c) évaluation des politiques alimentaires; d) examen des activités de la CEA en 1984-1985 et programme de travail pour la période 1986-1987. S'agissant de l'application du nouveau Programme, le président a mis en exergue la diminution de l'aide publique au développement (APD) et attiré l'attention sur les mesures et recommandations visant à accroître l'aide aux PMA d'Afrique.

162. La représentante du Rwanda a fait savoir aux participants que le Rwanda avait assuré la présidence de la précédente réunion du Comité intergouvernemental et que le Président M. RUGARAVI Appolinaire, était décédé le jour même de l'ouverture de la session en cours. Elle a exprimé les remerciements du Rwanda pour les messages de condoléances qui avaient été reçus et indiqué que d'autres messages pouvaient encore être adressés à la famille du défunt dont la carrière avait été remarquable et qui avait persévéré dans son travail jusqu'à la dernière minute.

163. Le Comité a observé une minute de silence en hommage au disparu.

164. Au cours des débats qui ont suivi, les délégations ont félicité le Comité pour le travail accompli. Une délégation a voulu savoir si, d'une manière générale, les documents relatifs aux PMA, notamment celui intitulé "Ajustement structurel : un processus pénible", pouvaient être mis à la disposition des pays autres que les PMA et si des pays autres que des moins avancés pouvaient participer aux réunions des PMA. Les participants ont fait observer que l'étude des incidences de l'ajustement structurel et des programmes de stabilisation pour une croissance et un développement à long terme des PMA d'Afrique allait être faite sur dossiers et ont posé la question de savoir s'il n'y avait pas une autre manière de procéder. Une délégation qui n'avait pu participer à la dernière réunion du Comité a fait savoir que les données concernant son pays étaient inexactes et qu'elle fournirait des données exactes au secrétariat.

165. Le représentant du Mali a informé les participants que, grâce à l'assistance de l'ONUDI, une réunion de solidarité pour le développement serait organisée dans son pays en septembre 1986, et y a invité tous les autres Etats membres.

166. Répondant aux questions, le représentant du secrétariat a dit que les Etats membres autres que les PMA pouvaient assister aux réunions de celles-ci en tant qu'observateurs et que les documents de la réunion étaient à la disposition de tous les Etats membres.

167. Les participants ont pris note du document E/ECA/LDC/EXP.5/6 et Corr.1, ainsi que de l'invitation du Mali.

c) Rapport de la quatrième réunion du comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique

168. Présentant le rapport E/ECA/CM.12/4, le représentant du secrétariat a déclaré que des cinq groupes de travail du Comité intergouvernemental, le groupe de l'Afrique de l'Est s'était réuni en Ethiopie en novembre 1985 et celui de l'Afrique centrale au Cameroun en mars 1986. La réunion du groupe de travail de l'Afrique du Nord devait se tenir au Caire en juin 1986 et celles du groupe de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique australe plus tard au cours de l'année.

169. Bien que la nouvelle technologie ne fût pas toujours forcément applicable à l'Afrique, le Comité intergouvernemental avait identifié la biotechnologie, la micro-électronique, les nouvelles technologies de l'énergie, la technologie des matériels et la télédétection comme des technologies qui, si elles étaient bien adaptées, pourraient trouver des applications dans des pays africains. Le Comité a également recommandé qu'une étude soit entreprise sur les établissements de recherche - développement dans certains domaines ayant trait aux techniques de pointe qui pourraient être mises au point au profit des Etats africains, à savoir la production industrielle de vaccins, d'hormones, d'antibiotiques; les applications de l'application de la technologie micro-électronique.

170. Pour ce qui est de la technologie rurale, les Etats membres n'avaient pas utilisé les bourses d'étude offertes par l'Inde dans le cadre de la CTPD. Le Centre régional africain de technologie (CRAT) disposait cependant d'un centre de démonstration dans ce domaine.

171. Le Centre régional africain de technologie avait également identifié les trois Instituts où l'établissement de chaires de technologie dans les domaines du traitement des produits alimentaires, de la biotechnologie, de la nutrition et de la santé serait parrainé à titre de contribution à l'application des dispositions du chapitre du Plan d'action de Lagos relatif à la science et la technologie.

172. Lors du débat qui a suivi, les représentants ont mis l'accent sur la nécessité, réaffirmée chaque année depuis 1982, de la formation et de l'utilisation des connaissances africaines dans le domaine de la science et de la technologie afin d'acquérir de l'expérience grâce aux tâches entreprises. Toutefois, il a été reconnu que le taux de renouvellement élevé du personnel scientifique et technique disponible à l'échelon national constituait un obstacle majeur à la réalisation de cet objectif.

173. Les participants ont fait remarquer qu'en raison du retard enregistré dans la convocation des réunions des groupes de travail, le Comité Intergouvernemental n'avait pas pu terminer son travail d'identification des priorités.

174. Les participants se sont accordés à dire que les renseignements sur la formation en technologie rurale fournis en vertu de l'accord de coopération technique entre pays en développement (CTPD) signé avec l'Inde devraient être mis à la disposition des pays membres pour que les noms de candidats valables soient soumis au Gouvernement indien. Ils ont donné leur appui à l'idée de la création de chaires de science et de technologie.

175. Le représentant du Burundi a fait savoir qu'une réunion aurait lieu à Bujumbura du 6 au 11 septembre 1986 pour prendre d'importantes décisions sur la création du Centre africain sur l'énergie solaire.

176. Pour ce qui est de la microbiologie et de la biotechnologie, le représentant de l'Unesco a précisé que son organisation avait créé trois réseaux sous-régionaux (MICREN) en Afrique de l'Est, en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord. En matière de politique scientifique et technologique, l'Unesco avait périodiquement organisé des conférences réunissant les ministres africains et arabes chargés de l'application de la science et de la technologie au développement en vue de promouvoir l'échange de données et la coopération; la deuxième Conférence sur l'Afrique devait se tenir en 1987.

177. Le représentant de l'OMM a fait ressortir les conséquences de nouvelles techniques pour la météorologie, en précisant que son organisation était disposée à collaborer avec la CEA pour la mise en place d'un centre d'énergie solaire qui, si l'on voulait qu'il mène ses travaux à bien, devait collaborer étroitement avec les centres nationaux.

178. Le représentant du PNUE a réitéré l'appui de son organisation pour la science et la technologie dans le cadre du Programme d'action du Caire.

d) Rapport de la septième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement

179. Cette question a été examinée au titre du point subsidiaire 8 c).

e) Rapport de la huitième session de la Conférence des ministres  
africains du commerce

180. Présentant le document E/ECA/CM.12/8, le représentant du secrétariat a dit que les questions examinées par les ministres portaient sur l'évolution récente des relations commerciales et internationales de l'Afrique, l'expansion du commerce intérieur et intra-africain, la promotion commerciale et les études de marché en Afrique, ainsi que les activités des sociétés transnationales en Afrique. La Conférence avait également examiné le Rapport sur la création d'un Fonds monétaire africain et le Rapport sur les réunions du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières internationales en vue du développement de l'Afrique.

181. Dans leurs principales conclusions et recommandations, les ministres ont souligné qu'il importait que les pays industrialisés cessent de prendre des mesures protectionnistes, suppriment les mesures prises à l'encontre des exportations des pays en développement et augmentent les ressources du Fonds commun créé dans le cadre du Programme intégré pour les produits de base. Ils avaient instamment prié tous les pays d'intensifier leur coopération de façon à porter à 10 p. 100 d'ici à 1995 la part du commerce intra-africain dans la part totale du commerce mondial. Des mesures devraient également être prises pour lier le développement du commerce à celui d'autres secteurs tels que l'industrie, l'agriculture, l'éducation et la formation et les transports et communications. En outre, les ministres avaient décidé de dissoudre le Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières internationales en vue du développement de l'Afrique. Les sessions biennales de la Conférence seraient désormais précédées d'une réunion d'un groupe intergouvernemental d'experts. Enfin, la Conférence avait remercié le Zaïre et le Zimbabwe pour l'offre qu'ils avaient faite d'accueillir les cinquième et sixième foires commerciales, l'une en 1988 et l'autre en 1992. Elle avait aussi décidé que, au cas où le Zaïre retirerait sa candidature, le Zimbabwe serait automatiquement choisi pour héberger la cinquième foire commerciale.

182. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont déploré que les deux-tiers du capital du Fonds commun n'aient encore pas été constitués et que l'accord portant création du Fonds n'ait pas encore été ratifié par des pays comme les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des républiques socialistes soviétiques.

183. Un participant a demandé à être informé des mesures qui avaient été prises pour appliquer la résolution 1 (VIII) de la Conférence sur une nouvelle série de négociations multilatérales commerciales. Il a été suggéré qu'une réunion d'experts africains soit tenue pour permettre d'adopter une position commune aux pays africains avant la réunion ministérielle du Groupe des 77 prévue en mai 1986 au Brésil. A cette fin, le Comité devrait prendre conseil auprès du Groupe africain à Genève. Il a été également suggéré que la CEA soutienne et encourage les pays africains à établir des sociétés commerciales multinationales africaines.

184. Un autre participant a demandé à savoir comment fonctionnerait le système d'information sur le commerce. Des réserves ont été exprimées quant au rôle joué par la CNUCED dans la promotion du commerce et la nécessité pour elle de participer plus activement à la promotion du commerce intra-africain avait été particulièrement soulignée. L'attention a également été attirée sur le fait qu'en dépit du caractère inadapté de certaines dispositions de la Convention de Lomé aux besoins des pays africains, les ministres du commerce avaient considéré celle-ci comme base pour les échanges et les autres types de relations entre les ACP et la Communauté économique européenne. Les pays africains ont été instamment priés de tirer pleinement avantage de la Convention.

185. Certaines délégations ont jugé inexacte la déclaration selon laquelle les pays d'Afrique du Nord n'avaient pas réalisé le progrès dans le cadre de la création d'une zone d'échanges préférentiels : Le Conseil des plénipotentiaires du MULPOC pour l'Afrique du Nord avait décidé, à sa réunion tenue en mars 1986 à Tanger, d'organiser une réunion d'experts à ce sujet.

186. Une délégation a indiqué que la liste des obstacles au développement du commerce intra-africain figurant au paragraphe 61 du rapport devrait également comprendre la sécheresse, la désertification, la famine, le problème des réfugiés, le rôle négatif des sociétés transnationales, les politiques protectionnistes adoptées par les pays africains et le refus de faciliter la libre circulation des biens et des personnes et d'appliquer des accords d'échanges préférentiels entre eux.

187. Le représentant du Zaïre a confirmé l'offre faite par son gouvernement d'accueillir la cinquième foire commerciale panafricaine et précisé que son gouvernement envisageait d'engager des consultations avec le secrétariat de l'OUA sur la question.

188. L'observateur de l'Union des républiques socialistes soviétiques a dit que, contrairement à l'avis exprimé au paragraphe 17 du rapport, l'URSS et les autres pays socialistes avaient, non seulement déterminé la plateforme de Buenos Aires lors de la sixième session de la CNUCED mais encore ne s'étaient jamais abstenu d'étendre leur coopération commerciale et économique aux pays africains sur une base équitable de réciprocité profitable à tous. Le volume des échanges commerciaux entre les pays socialistes et les pays africains avait été multiplié par vingt pendant la période 1960-1984. Les pays socialistes avaient appuyé l'idée de création du Fonds commun et participaient activement aux discussions sur les voies et moyens de mettre en oeuvre cette décision. Ils n'étaient pas responsables de l'exploitation des pays africains et d'autres pays en développement, exploitation qui est la cause principale de la crise économique actuelle et du sous-développement de ces pays.

189. L'observateur de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale a souligné que certaines des grandes lacunes de la Convention de Lomé résidaient dans le fait que le développement commercial était considéré comme un facteur isolé et non comme une partie intégrante du développement socio-économique dans son ensemble. Il a également exhorté les participants à apporter un soutien financier à AOAPC pour lui permettre de remplir le rôle qui est le sien dans la promotion du commerce.

190. En réponse à une série de problèmes soulevés, le secrétariat a expliqué que le projet de système d'informations commerciales prévu reposerait sur une banque de données commerciales qui fonctionnerait dans le cadre du PADIS. La CNUCED serait également invitée à fournir des données sur les échanges commerciaux des pays africains. Il conviendrait que les Etats membres envoient régulièrement des représentants aux réunions sur les négociations commerciales multilatérales afin d'assurer leur participation active et efficace. A cet égard, l'intervenant a attribué l'échec de la sixième session de la CNUCED aux insuffisances des clauses STABEX, selon lesquelles seul un faible volume de ressources effectives était disponible, et au problème de l'industrialisation qui n'avait pas reçu une solution satisfaisante dans le cadre de la Convention de Lomé III.

191. Le Comité a pris note du rapport.

f) Rapport de la troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des ministres des finances, des banques centrales et des services juridiques sur la création du Fonds monétaire africain

192. Présentant le document E/ECA/CM.12/32, le représentant du secrétariat a déclaré que la troisième réunion du Groupe d'experts avait apporté un certain nombre de modifications au projet de statuts du Fonds monétaire africain, avait réexaminé le calendrier des travaux et recommandé que l'accord portant création du Fonds entre en vigueur le 1er janvier 1988. Quant à la disposition selon laquelle le Fonds commencerait ses opérations après avoir recueilli au moins 40 p. 100 des souscriptions et, en tout état de cause, pas plus de dix mois après l'entrée en vigueur de l'accord, le Groupe avait recommandé que, si 10 mois après l'entrée en vigueur de l'accord, le Fonds ne recueillait pas 40 p. 100 des souscriptions, le Secrétaire exécutif devait convoquer une réunion de tous les signataires pour examiner la situation et recommander les mesures à prendre.

193. Le Groupe d'experts avait également examiné le rapport E/ECA/CM.12/23 sur les préparatifs de la Conférence sur la dette extérieure de l'Afrique pour l'examen du document par le Comité technique préparatoire plénier, voir (point 6 de l'ordre du jour), en soulignant la nécessité de présenter à la Conférence des documents techniques de qualité.

194. La quatrième réunion du Groupe précéderait la réunion de la Conférence des ministres africains des finances devant se tenir à Libreville (Gabon) en juin 1986.

195. Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont décidé à l'unanimité que le Comité technique préparatoire prendrait simplement note des deux rapports pour les transmettre à la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification les travaux devant être poursuivis par le Groupe, à sa quatrième réunion et la Conférence des ministres des finances.

g) Rapport de la troisième réunion du Comité régional  
intergouvernemental mixte sur les établissements humains et  
l'environnement

196. Présentant le document E/ECA/CM.12/9 le représentant du secrétariat a rappelé les objectifs du Comité mixte et résumé les discussions de celui-ci ainsi que les recommandations qu'il avait formulées à la troisième réunion. S'agissant des activités préparatoires menées dans les Etats membres pour l'Année internationale du logement des sans-abri, les rapports des pays présentés par les délégations seraient combinés avec les informations déjà fournies par les Etats membres lors de deux précédentes réunions consacrées à ce sujet pour constituer la contribution au Comité à l'Année internationale.

197. Il a ensuite fait rapport sur les travaux du Comité mixte liés aux efforts déployés par les Etats membres pour améliorer la situation des établissements humains, notamment en élaborant une politique foncière en zones urbaines, et des programmes de logement pour les masses (E/ECA/HUS/12), en adoptant des systèmes décentralisés de production des matériaux de construction (E/ECA/HUS/13 et 14), des indicateurs en vue de la révision des codes et des règlements de construction (E/ECA/HUS/15) et des systèmes coopératifs de logements auto-assistés (E/ECA/HUS/16).

198. Le Comité a pris note du rapport et approuvé les recommandations formulées par le Comité régional intergouvernemental mixte lors de sa troisième réunion.

h) Rapport de la deuxième réunion du Comité technique régional du  
PADIS

199. Présentant le document E/ECA/CM.12/33, le représentant du secrétariat a signalé que le Comité technique régional avait examiné et adopté des recommandations relatives aux questions soulevées au cours des précédentes

réunions de la CEA; aux progrès réalisés dans l'application du programme; aux initiatives et difficultés dans la mobilisation des ressources financières pour le programme du PADIS; aux conclusions et recommandations de l'évaluation effectuée en septembre-octobre 1985; aux stratégies pour la période 1986-1990 et au programme de travail pour la période 1986-1987.

200. La délégation d'un Etat membre du Comité technique régional du PADIS a présenté des excuses au sujet de l'absence du représentant prévu de son pays à la réunion du Comité technique; celui-ci, ayant été nommé conseiller technique en sciences de l'information, devait assumer ses nouvelles fonctions immédiatement.

201. Les participants ont insisté sur la nécessité d'utiliser efficacement les centres nationaux d'information dans le cadre du programme de travail du PADIS, et ont pris note du rapport.

i) Rapport de la sixième Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA

202. Présentant le document E/ECA/CM.12/34, le représentant du secrétariat a demandé de remplacer "Centre régional de télédétection (CRTO)" de Ouagadougou au paragraphe 2 de l'annexe par "Institut pour le développement et la planification économique (IDEP)".

203. La sixième Conférence avait examiné l'état d'avancement de l'application de la résolution 550(XX) de la Conférence des ministres sur la rationalisation, la coordination et la fusion des activités des institutions parrainées par la CEA et l'obtention de l'appui financier pour ces activités. Elle s'était par conséquent penchée sur l'application des recommandations du Comité spécial composé de 10 Etats membres, la situation des contributions des Etats membres et la nécessité d'intensifier les activités internes génératrices de revenus.

204. Comme suite à la demande de la Conférence des ministres tendant à obtenir des gouvernements hôtes et des Etats membres la garantie de leur intérêt constant pour les institution une lettre avait été envoyée et seul un Etat y avait répondu. Des mesures étaient prises pour créer conformément à la résolution 550(XX) un groupe de coordination au sein du secrétariat de la Commission.

205. Au cours de la discussion qui a suivi le Comité a demandé des éclaircissements sur les difficultés qui avaient provoqué le retard dans l'application des recommandations du Comité spécial qui, en fin de compte, était chargé de leur mise en oeuvre. On a voulu savoir auprès de certaines délégations les bases techniques des recommandations et pourquoi le rapport n'avait pas fait mention des initiatives prises par des institutions parrainées par la CEA telles que la TAHA et la TEAHA.

206. Le représentant du secrétariat a répondu que l'application de recommandations incombait en fait aux gouvernements des Etats membres, par l'intermédiaire des conseils d'administration de leurs institutions respectives. Le peu de progrès enregistré dans l'application des recommandations était essentiellement imputable à la disposition figurant dans le rapport du Comité spécial, dans laquelle il était demandé à la CEA d'engager de nouvelles consultations avec les gouvernements des pays hôtes et des institutions intéressées avant de prendre une décision définitive. Les consultations avaient été engagées et à deux exceptions près, tous les organes directeurs s'étaient réunis et avaient pris des décisions à ce sujet. Toutefois, les consultations étaient en cours avec la TAHA et la TEAHA, et un rapport sur l'issue de ces consultations serait soumis au Comité à sa prochaine réunion. Sur le plan technique, ces recommandations étaient fondées sur les conclusions d'une étude menée sur une période de deux ans par le Comité spécial composé de dix Etats membres.

207. Le Comité s'est vivement inquiété du mauvais fonctionnement de ces institutions et a souligné la nécessité pressante de remédier à cette situation, en demandant au Secrétaire exécutif de veiller à ce que les décisions du Comité spécial soient mises en oeuvre en prenant dûment en considération l'expérience de l'Afrique du Nord pour ce qui est de l'application de la résolution 550(XX) de la Conférence des ministres.

j) Rapport sur la Conférence régionale sur la coopération intra-africaine en matière de tourisme, tenue du 2 au 6 octobre 1984 à Niamey (Niger)

208. Présentant le rapport E/ECA/CM.12/40, le représentant du secrétariat a précisé que la Conférence régionale avait décidé de créer une Conférence des ministres africains du tourisme, de mettre en place des mécanismes de coopération sous-régionale, de créer un comité de coordination interinstitutions chargé de promouvoir le tourisme en Afrique, d'entreprendre une série d'études sur la promotion du tourisme et de convoquer une Conférence africaine sur la gestion de l'hôtellerie. Il était prévu que la Conférence des ministres du développement économique et de la planification institutionnaliserait la Conférence des ministres africains du tourisme.

209. Au cours de la discussion qui a suivi, des réserves ont été formulées concernant les incidences financières des décisions de la Conférence régionale, notamment pour ce qui est de la demande d'institutionnalisation de la Conférence régionale. Les délégations de certains pays pour lesquels le tourisme constituait une source importante de devises ont indiqué qu'ils appuieraient toutes mesures tendant à développer ce secteur, et notamment l'institutionnalisation de la Conférence des ministres.

210. Prenant note du rapport, le Comité a décidé de transmettre à la Conférence le rapport considéré assorti du texte comportant les observations et réserves exprimées

k) Rapport de la cinquième Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification

211. Cette question a été examinée au titre du point subsidiaire 8 e).

Suite donnée aux résolutions de la Commission et aux résolutions et décisions intéressant l'Afrique adoptées par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale (point 13 de l'ordre du jour)

- a) Suite donnée à d'autres résolutions pertinentes adoptées par la vingtième session/onzième réunion de la Conférence des ministres
- b) Résolutions et décisions adoptées dans le domaine économique et social intéressant l'Afrique par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1985 et par l'Assemblée générale à sa quarantième session

212. Présentant les documents E/ECA/CM.12/21 et E/ECA/CM.12/35, le représentant du secrétariat a évoqué les différentes mesures prises dans le cadre de la mise en oeuvre des résolutions et des décisions par la vingtième session de la Commission/onzième réunion de la Conférence des ministres. La Conférence avait adopté 30 résolutions portant sur l'ensemble des secteurs socio-économiques. Huit de ces résolutions - dont les textes relatifs à la Décennie du développement industriel de l'Afrique, à l'Institut africain de développement économique et de planification, aux pays les moins avancés, aux travailleurs migrants africains, à la Décennie des transports et des communications en Afrique, à la nomination des directeurs des MULPOC, aux femmes ainsi qu'au développement et à l'adoption du portugais comme langue officielle de travail de la CEA - avaient été soumises au Conseil économique et social qui leur avait donné suite. Toutefois, à l'Assemblée générale, il avait été décidé qu'aucune des résolutions à laquelle il avait été déjà donné suite par le Conseil économique et social ne devrait être examinée à nouveau, à moins qu'elle n'ait une incidence financière. Il n'empêche que les résolutions qui avaient une incidence financière n'avaient pas été favorablement accueillies.

213. Au cours de la discussion qui a suivi, les délégations ont remercié le Secrétaire exécutif des efforts qu'il avait déployés pour la mise en oeuvre desdites résolutions, et ont rendu hommage au Directeur par intérim du MULPOC de l'Afrique du Nord pour les résultats qu'il avait obtenus dans des conditions souvent difficiles. Le représentant du secrétariat a déclaré que tous les Etats membres du MULPOC seraient avisés de la décision prise.

c) Programme de travail et priorités

i) Propositions en vue d'une deuxième mise à jour et d'une révision du Plan à moyen terme 1984-1989

214. Présentant le document E/ECA/CM.12/41, le représentant du secrétariat a dit que les activités du secrétariat s'inscrivaient dans le cadre d'un Plan à moyen terme de six ans établi par l'Assemblée générale en 1982. La première mise à jour du Plan avait été approuvée par le Comité et, par la suite, par l'Assemblée générale en 1984. Les propositions actuelles découlaient de certaines décisions prises par la Commission ces dernières années et avaient été formulées conformément aux règles et règlement régissant la planification du programme et les aspects du budget concernant le programme.

215. Le Comité a approuvé les propositions.

ii) Propositions en vue de la mise à jour du projet de budget-programme pour 1986-1987 compte tenu des crédits ouverts par l'Assemblée générale et des ressources extrabudgétaires disponibles

216. Présentant le document E/ECA/CM.12/36 contenant les propositions en question, un représentant du secrétariat a déclaré que le Comité avait approuvé le programme de travail avant que celui-ci ne soit examiné par le Comité du programme et de la coordination et adopté par l'Assemblée générale. Le montant des ressources du budget ordinaire et des fonds extrabudgétaires ainsi que certains aspects essentiels des activités n'ayant été connus qu'après l'adoption du programme par l'Assemblée générale, il fallait donc mettre à jour les programmes compte tenu des ressources disponibles et y incorporer les activités omises par inadvertance.

217. Cinq seulement des quatorze nouveaux postes demandés avaient été approuvés au titre des activités de suivi et d'évaluation, de l'intégration de la femme au développement, de l'environnement et des questions marines. Par suite, les administrateurs de programmes avaient dû revoir leurs programmes. Heureusement, certains d'entre-eux avaient pu dans la limite des ressources dont ils disposaient absorber les activités pour lesquelles il n'existait pas de nouveaux postes. Les propositions émanaient des administrateurs de programmes qui n'avaient pas été en mesure d'absorber ces activités. Les

programmes et sous-programmes visés étaient le sous-programme 4 : politiques, institutions et assistance technique pour la coopération économique; sous-programme 5 : éducation et formation pour le développement; questions et politiques relatives au développement; programme relatif à l'environnement; sous-programme 2, ressources en eau; ressources naturelles et population.

218. Au cours du débat qui a suivi, les délégations ont demandé comment les décisions de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'Afrique se traduiraient dans le Programme de travail et ordre de priorités, puisque le Comité du programme et de la coordination en aurait terminé avec sa session de 1986 lorsque prendrait fin la session extraordinaire.

219. Dans sa réponse, le représentant du secrétariat a précisé que les décisions de l'Assemblée générale constituaient des mandats pour la Commission. A cet égard de nouvelles activités pouvaient être institutées et exécutées au moyen de nouvelles ressources, prélevées soit sur le budget ordinaire, soit sur les fonds extra-budgétaires.

220. Le Comité a approuvé les propositions de mise à jour du budget-programme pour 1986-1987.

iii) Projet d'examen et d'évaluation du rôle de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) dans le développement de l'Afrique orientale générale, programmation et exécution de projets, 1975-1985

221. En présentant le document E/ECA/CM.12/42, le représentant du secrétariat a expliqué que l'objet du projet était de procéder à une évaluation interne des activités et du fonctionnement du secrétariat. La nécessité d'une telle évaluation s'était d'autant plus fait sentir que les Etats membres étaient soucieux d'efficacité en particulier en raison des difficultés financières actuelles. Celle-ci couvrirait la période 1975-1985. Il a demandé aux membres du Comité d'aider à fournir les données nécessaires.

222. Après avoir examiné longuement les critères de sélection de la période à étudier, le Comité a décidé que l'évaluation porterait sur la période 1958-1985, mais que l'accent serait surtout placé sur la période 1975-1985. Soulignant l'importance de l'évaluation, le Comité a décidé que l'étude devrait être envoyée à tous les Etats membres pour observations avant sa mise au point définitive. Pour conclure, le Comité a félicité le secrétariat pour son initiative et l'a assuré de son appui.

Programme régional du PNUD pour l'Afrique : quatrième cycle de programmation  
1987-1991 - document directif (point 14 de l'ordre du jour)

223. En présentant le document E/ECA/CM.12/37, un représentant du secrétariat a dit que celui-ci avait été établi en étroite collaboration par les secrétariats de la CEA et du PNUD. Ledit document définissait la nouvelle approche thématique retenue par le programme, l'ordre de priorité des domaines de développement visés ainsi que la procédure à suivre dans la préparation du quatrième cycle de programmation. Si la Conférence des ministres chargés du développement et de la planification économiques approuvait cette proposition, le document serait soumis en octobre 1986 à une session extraordinaire de la Conférence qui étudierait le projet de programme régional pour l'Afrique devant être présenté au Conseil d'administration du PNUD en juin 1987.

224. Le représentant du PNUD a fait siennes les remarques liminaires du représentant du secrétariat et a donné un bref aperçu de la présentation du document.

225. Au cours de la discussion qui a suivi, certains participants ont demandé si le montant de 2 millions de dollars qui devrait être alloué au titre du quatrième cycle ne diminuerait pas comme cela avait été le cas du troisième cycle. Il serait tout à fait souhaitable que ce montant demeure stable, voire augmenté.

226. Un participant s'est enquis de la position du PNUD à propos de la fourniture d'une aide financière aux Institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA et de l'état d'avancement de l'évaluation faite par le PNUD sur ces institutions au cours du troisième cycle. A cet égard, les membres de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) ont

demandé la situation de l'évaluation faite par le PNUD sur les projets communautaires.

227. Un participant a fait observer que le document contenait de nombreuses affirmations injustifiées dont plusieurs devaient faire l'objet d'une étude plus détaillée.

228. Plusieurs autres délégations qui ont estimé que le document était de très bonne qualité ont fait savoir que les propositions contenues dans ledit document devraient coïncider avec celles faites dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990. Le représentant de l'OUA a vivement approuvé ce point de vue et s'est félicité de l'étroite coopération qui existait entre le PNUD et son organisation.

229. Le représentant de l'Unesco s'est félicité de la coopération existant entre son organisation et le PNUD, en indiquant que le document ne mettait pas toujours l'accent sur les problèmes de l'éducation.

230. Le représentant de la FAO s'est également félicité de la coopération existant entre son organisation et le PNUD, en faisant remarquer que si l'approche adoptée en matière d'agriculture était très intéressante, l'objet du document n'était pas suffisamment clair.

231. Le représentant de l'ONUDI a dit que, en dépit de la coopération fructueuse entre le PNUD et son organisation, le document ne faisait pas mention du secteur industriel.

232. Le représentant de l'OACI s'est félicité de la coopération existant entre son organisation et le PNUD, en formant le voeu pour que dans le cadre du quatrième cycle de programmation, l'accent soit placé sur la formation dans le domaine de l'aviation civile.

233. Dans sa réponse, le représentant du PNUD a souligné que seul le Conseil d'administration était habilité à décider du montant total à allouer dans le cadre du quatrième cycle. L'évaluation du troisième cycle serait achevée avant la fin du mois de mai 1986, et les résultats en seraient **présentés** à la prochaine session extraordinaire de la Conférence des ministres chargés de la planification. Il déterminerait l'état d'avancement de l'évaluation des projets des pays des Grands Lacs à son retour à New York et en informerait le secrétariat de la Communauté.

234. Le Secrétaire exécutif de la CEA a recommandé au Comité de se prononcer sur **l'opportunité** de convoquer en octobre 1986, une réunion extraordinaire des ministres africains responsables du développement économique et de la planification pour examiner le projet de programme régional pour l'Afrique. Le document dont le Comité était saisi portait seulement sur les pays d'Afrique sub-saharienne et émanait du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique. En principe, un autre document sur les pays d'Afrique du Nord, devant être établi par le Bureau régional des Etats arabes, serait présenté, pour adoption, aux ministres le mois d'octobre. Le Secrétaire exécutif s'est déclaré favorable à la proposition tendant à faire participer les institutions spécialisées d'Afrique à l'exécution des projets du PNUD. A cet égard, ses collègues - le Secrétaire général de l'OUA, l'Administrateur **ass**istant et le Directeur régional du PNUD pour l'Afrique et le Président de la BAD - et lui-même se réuniraient en mai pour examiner les moyens de mobiliser les ressources nécessaires au développement de l'Afrique, ressources dont bénéficieraient également les institutions en question.

235. Le Comité a pris note du rapport et adopté la proposition visant à convoquer à Addis-Abeba, les 13 et 14 octobre 1986, une session extraordinaire de la Conférence des ministres africains chargés du développement économique et de la planification.

#### Questions diverses (point 15 de l'ordre du jour)

236. La délégation zaïroise a informé les participants qu'elle élaborerait, conjointement avec les délégations burundaise et rwandaise, un projet de résolution invitant le PNUD à dégager des fonds pour l'exécution des projets de la CEPGL.

237. Le représentant du Tchad a remercié le Secrétaire exécutif de s'être abstenu de publier l'état des arriérés de paiement des contributions aux institutions parrainées par la CEA. Il a proposé que ces arriérés s'étalent sur deux périodes, 1979-1982 et 1983-1985. Le Tchad n'ayant pas bénéficié des services de ces institutions au cours de la première période, il n'effectuerait que les paiements correspondant à la seconde période.

Date, lieu et questions diverses concernant la huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier (point 16 de l'ordre du jour)

238. Le Secrétaire de la Commission a informé les participants que des consultations étaient toujours en cours au sujet de ces questions.